

SERIE THEMATIQUE
**L'effet domino : L'impact économique
du déplacement interne**

Cette série thématique vise à mesurer les effets du déplacement interne sur le développement économique des déplacés internes, des communautés d'accueil et des sociétés dans leur ensemble



**MESURER LE COÛT DU
DÉPLACEMENT INTERNE EN AFRIQUE**

DECEMBRE 2019

REMERCIEMENTS

Le programme de recherche de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) sur l'impact économique des déplacements internes a été rendu possible grâce au soutien et à la généreuse contribution du Département fédéral suisse des affaires étrangères.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Auteurs : Christelle Cazabat et Marco Tucci

Traduction : Aurianne Ortais

Mise en page : Rachel Natali

Photo de couverture : Une femme se promène dans le marché d'un site de protection des civils à Djouba, Soudan du Sud. © UNHCR/Jan Møller Hansen, décembre 2017

MESURER LE COÛT DU DÉPLACEMENT INTERNE EN AFRIQUE

DECEMBRE 2019

SOMMAIRE

Résumé	5
Introduction	7
Estimations par pays	10
Burundi	10
Cameroun	12
Tchad	15
République démocratique du Congo	17
Ethiopie	19
Mali	21
Niger	23
Nigeria	24
Republique du Congo	26
Soudan	29
Analyses complémentaires	32
Projections modélisées	32
Collecte de données primaires	33
Déficit des ressources fiscales	34
Conclusion	37
Annexe methodologique	38
Références	41

RESUME

L'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) a conçu une méthodologie afin de révéler le coût du déplacement interne à l'aide de données accessibles au public en février 2019. Ces premières estimations portaient sur les crises récentes en République centrafricaine, en Haïti, en Libye, aux Philippines, en Somalie, au Soudan du Sud, en Ukraine et au Yémen.

Ce nouveau rapport applique la même méthodologie à d'autres pays africains pour tenter de montrer les spécificités, les disparités et les tendances régionales des impacts économiques du déplacement interne. Les pays inclus dans ce rapport sont le Burundi, le Cameroun, l'Éthiopie, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan du Sud et le Tchad.

L'impact économique annuel moyen associé aux déplacements internes dans ces pays varie de 0,1 à 11 pour cent de leur PIB avant la crise. L'encadré 1 donne un aperçu des estimations qui sont présentées plus en détail dans le rapport.

En Somalie, par exemple, les incidences économiques des déplacements internes liés au conflit, à la sécheresse et aux inondations de janvier 2017 à août 2018 s'élèvent à 628 millions de dollars. En moyenne, cela représente 400 millions de dollars par an, soit l'équivalent de 6 pour cent du PIB du pays avant la crise.

L'impact économique moyen par personne déplacée pour une année de déplacement est compris entre 190 dollars en Somalie pour les déplacements liés aux inondations et 650 dollars au Cameroun pour les déplacements liés au conflit.

Au niveau régional, l'impact économique total du déplacement interne en 2018 est estimé à 4 milliards de dollars. Cela représente 0,4 pour cent du PIB de ces pays, un fardeau important pour des économies déjà en difficulté.













Les charges financières les plus importantes proviennent des impacts du déplacement interne sur les moyens de subsistance, le logement et la santé. Les coûts et les pertes associés à la sécurité et à l'éducation sont généralement secondaires par rapport à ceux-ci, mais ils restent importants. Les crises qui déplacent le plus grand nombre de personnes sur les périodes les plus longues engendrent les impacts économiques les plus importants.

Ces chiffres évaluent les coûts et les pertes associés aux conséquences les plus directes du déplacement interne sur la santé, le logement, l'éducation, la sécurité et les moyens de subsistance. Ils ne tiennent pas compte des conséquences à long terme du déplacement interne, ni des coûts et des pertes auxquels sont confrontés les communautés d'accueil ou d'autres groupes concernés. Par conséquent, il faut les considérer comme des sous-estimations de l'impact économique réel du déplacement interne.

Pour compléter et nuancer ces évaluations, d'autres outils sont présentés et appliqués sur certains pays d'Afrique. Ils indiquent des options pour évaluer l'impact économique des dommages causés par les déplacements internes sur le travail, l'éducation, le logement, la sécurité et la santé. Ils comparent le risque financier posé par le déplacement interne avec la capacité du gouvernement affecté à y faire face.

Ces différentes mesures confirment que les objectifs de développement durable risquent de ne pas être atteints si le déplacement interne n'est pas mieux pris en compte dans les plans de développement et d'aide humanitaire.

ENCADRÉ 1 : APERÇU DES ESTIMATIONS PRÉSENTÉES DANS CE RAPPORT

	Déplacement interne associé à	Période examinée	Impact économique cumulé \$ = \$100 million	Impact économique annuel moyen associé au déplacement interne
Burundi	La violence et les catastrophes naturelles	2016 - 2018	 \$92 millions	\$31 millions / 1 pour cent du PIB du pays avant la crise
Cameroun	Conflits dans l'Extrême-Nord et le Nord/Sud-Ouest	2015 - 2018 (2018 seulement pour le Nord/Sud-Ouest)	 \$332 millions	\$83 millions / 0.24 pour cent du PIB du pays avant la crise
République centrafricaine	Conflit	Décembre 2013 - 2017	 \$950 millions	\$230 millions / 11 pour cent du PIB du pays avant la crise
Tchad	Conflit	2015 - 2018	 \$205 millions	\$51 millions / 0.37 pour cent du PIB du pays avant la crise
République démocratique du Congo	Conflit	2012 - 2018	 \$5 milliards	\$720 millions / 2 pour cent du PIB du pays avant la crise
Ethiopie	Conflit et catastrophes (sécheresse et inondations)	2016 - 2018	 \$1.1 milliards	\$369 millions / 0.6 pour cent du PIB du pays avant la crise
Mali	Conflit	2012 - 2016	 \$252 millions	\$50 millions / 0.4 pour cent du PIB du pays avant la crise
Niger	Conflit	2015 - 2018	 \$277 millions	\$69 millions / 0.8 pour cent du PIB du pays avant la crise
Nigeria	Conflit	2014 - 2018	 \$2.3 milliards	\$462 millions / 0.1 pour cent du PIB du pays avant la crise
République du Congo	Conflit	2016 - 2018	 \$61 millions	\$21 millions / 0.24 pour cent du PIB du pays avant la crise
Somalie	Conflit et catastrophes naturelles (sécheresse et inondations)	2017- Août 2018	 \$628 millions	\$400 millions / 6 pour cent du PIB du pays avant la crise
South Sudan	Conflit	Décembre 2013 - 2017	 \$2.6 milliards	\$650 millions / 4.3 pour cent du PIB du pays avant la crise
Sudan	Conflit	2014 - 2017	 \$3.1 milliards	\$785 millions / 0.8 pour cent du PIB du pays avant la crise

INTRODUCTION

Le déplacement interne peut avoir des effets dévastateurs sur la vie des personnes déplacées, des personnes à leur charge, de leurs hôtes et de ceux qui sont restés dans leur communauté d'origine.¹ Ses effets sur la santé, les moyens de subsistance, la sécurité, le logement, l'accès aux infrastructures, l'éducation, la vie sociale et l'environnement peuvent nuire au bien-être des individus et affecter la société dans son ensemble.

Le déplacement interne limite la capacité des personnes à contribuer à l'économie et génère des besoins spécifiques qui doivent être pris en charge par les personnes déplacées et leurs hôtes ainsi que par leur gouvernement et d'autres acteurs humanitaires. L'Observatoire des situations de déplacement interne a publié en mars 2019 les premières estimations de l'impact économique du déplacement interne au niveau mondial, qui s'élève à 13 milliards de dollars par année de déplacement.²

Le présent rapport applique la même méthodologie à tous les pays d'Afrique subsaharienne touchés par le déplacement interne pour lesquels des données étaient disponibles pour effectuer l'évaluation. Pour les pays touchés par le déplacement interne pour lesquels les données n'étaient pas disponibles, des projections statistiques ont été utilisées.

Ces nouvelles estimations chiffrent l'impact économique total des déplacements internes en Afrique subsaharienne à 4 milliards de dollars en 2018, ce qui représente un fardeau important pour des économies déjà en difficulté.

Les chiffres présentés dans ce rapport ne révèlent qu'une partie du coût caché du déplacement interne, mais ils représentent une part notable du PIB de chaque pays. Mettre en évidence ces conséquences financières pour les personnes déplacées, les hôtes et les gouvernements peut permettre de mieux planifier la prévention et la réponse au déplacement interne.



Mwenya, à droite sur la photo, ramasse du bois et des légumes dans la forêt. Elle gagne seulement 2,500 Francs Congolais (moins de deux dollars) par jour pour acheter à manger. La maison de Mwenya dans son village en RDC a été détruite, mais elle souhaite malgré tout y retourner quand la zone sera sans danger et qu'une assistance sera disponible. Photo: NRC/Christian Jepsen, décembre 2017

ENCADRÉ 2 : MÉTHODOLOGIE ET LIMITATIONS

Le déplacement interne peut affecter l'économie par le biais de coûts directs, comme par exemple la fourniture d'abris ou de soins de santé d'urgence aux personnes déplacées. Il peut également avoir des conséquences indirectes, notamment en perturbant des réseaux commerciaux dans les communautés d'origine des personnes déplacées. En théorie, le déplacement interne peut avoir des effets à la fois négatifs et positifs sur une économie, en créant des pertes et des besoins supplémentaires, mais aussi des opportunités. En réalité, cependant, il se traduit généralement par des charges financières, car les conditions permettant de saisir les opportunités potentielles se rencontrent rarement.³

Nos estimations portent sur les coûts et les pertes directs et immédiats associés aux déplacements internes et pour lesquels des données quantitatives sont disponibles publiquement à l'échelle mondiale. Elles ne tiennent pas compte des conséquences à long terme des déplacements internes. Par exemple, elles n'incluent pas la réduction future des revenus, de la consommation et des impôts sur le revenu lié à l'incapacité d'un enfant déplacé d'accéder à l'école. Les estimations du coût de l'adaptation des infrastructures et des services pour absorber l'arrivée d'un grand nombre de déplacés internes dans les communautés d'accueil font également défaut.

Nos estimations tiennent compte des coûts associés aux besoins des personnes déplacées en matière de logement, de santé, d'éducation et de sécurité, ainsi qu'à la perte de leurs moyens de subsistance. Les recherches ont montré que le déplacement interne a également un impact sur les communautés d'accueil et les communautés d'origine des personnes déplacées mais les données disponibles ne nous permettent pas de l'estimer. Nous considérons donc que les chiffres présentés dans ce document sont des sous-estimations des impacts économiques du déplacement interne, qui ne mesurent qu'une partie de sa charge financière.

Nous avons sélectionné des mesures d'impact qui représentent les dimensions clés par lesquelles le déplacement affecte l'économie : moyens de subsistance, santé, éducation, logement et sécurité (voir Tableau 1). Bien que les effets du déplacement interne sur la vie sociale et sur l'environnement puissent également avoir un impact sur l'économie, il n'existe pas de données permettant de mesurer ces coûts.

Nous utilisons des informations comme les fonds nécessaires pour fournir de la nourriture à un certain nombre de personnes déplacées pour estimer le coût associé aux besoins nutritionnels qui résultent du déplacement interne pour chaque personne affectée. Nous appliquons ensuite ce coût par personne concernée à la population déplacée enregistrée par l'Observatoire des situations de déplacement interne pour évaluer l'impact économique.

Les données utilisées pour ces calculs sont en dollars des États-Unis (USD). Elles ne tiennent pas compte des différences de coût de la vie et d'inflation entre les pays.

Les estimations de coûts ne correspondent pas au montant total dépensé par les organisations humanitaires ou les gouvernements dans ces situations de crise, ni au montant total qu'ils demandent pour répondre aux besoins des personnes déplacées. Elles doivent être comprises comme des estimations du montant total qui aurait été nécessaire pour répondre aux besoins de toutes les personnes déplacées lors d'une crise spécifique : une mesure des impacts du déplacement interne exprimée en termes monétaires.

Pour chaque mesure, nous évaluons les coûts et les pertes moyens par personne déplacée pendant une année de déplacement et nous fournissons une estimation de l'impact économique total de la crise du déplacement. Cette dernière est basée sur la durée de la crise et le nombre de personnes déplacées.

Les calculs détaillés sont présentés dans l'annexe méthodologique à la fin de ce document.

TABLEAU 1 : Sources de données et indicateurs utilisés pour évaluer les impacts économiques du déplacement interne

Catégorie	Mesure	Ce qui est inclus
Logement <i>Sources de données : Plan d'intervention humanitaire et aperçus des besoins humanitaires par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Coût des abris ou logements temporaires	<ul style="list-style-type: none"> Fournir des solutions d'hébergement d'urgence et de transition, y compris les subventions pour les loyers ou les réparations Livrer des articles non alimentaires nécessaires à la survie Fournir les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène Coordonner et gérer les abris et les camps
Moyens de subsistance <i>Sources de données : World Development Indicators et PovcalNET par la Banque Mondiale, matrice de suivi des déplacements (DTM) de l'Organisation internationale pour les migrations</i>	Perte de revenus	<ul style="list-style-type: none"> Perte de revenus liés au travail
Education <i>Sources de données : Plan d'intervention humanitaire et aperçus des besoins humanitaires par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Coût d'un enseignement temporaire	<ul style="list-style-type: none"> Rétablir des activités éducatives pour les enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire Assurer des environnements d'apprentissage sains et sûrs, y compris, dans certains cas, un soutien psychologique aux enfants
Santé <i>Sources de données : Plan d'intervention humanitaire et aperçus des besoins humanitaires par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Coût de la distribution de l'aide alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une aide alimentaire indispensable à la survie Améliorer la productivité alimentaire Prévenir et corriger la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes
	Coût de la dispense des soins de santé dans les situations d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> Dispenser des soins d'urgence et des soins de santé primaires et secondaires essentiels Prévenir les maladies transmissibles ainsi que les épidémies et y faire face Assurer la vaccination des enfants de moins de cinq ans
Sécurité <i>Sources de données : Plan d'intervention humanitaire et aperçus des besoins humanitaires par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires</i>	Coût du maintien de la sécurité dans les zones d'accueil	<ul style="list-style-type: none"> Fournir une protection aux personnes déplacées Prévenir les violations des droits de l'homme et y faire suite Protéger les enfants et les femmes

ESTIMATIONS PAR PAYS

Les pays subsahariens inclus dans cette analyse ont tous été récemment touchés par d'importants déplacements internes liés à des conflits, des catastrophes ou une combinaison des deux. Pour la République centrafricaine, la Somalie et le Soudan du Sud, les estimations des impacts économiques des déplacements ont été publiées en mars 2019.⁴ La même méthodologie a été appliquée au Burundi, au Cameroun, au Tchad, à la République démocratique du Congo, à l'Éthiopie, au Mali, au Niger, au Nigéria et à la République du Congo. Elle couvre désormais la moitié des pays de la région touchés par le déplacement interne en 2018.

BURUNDI

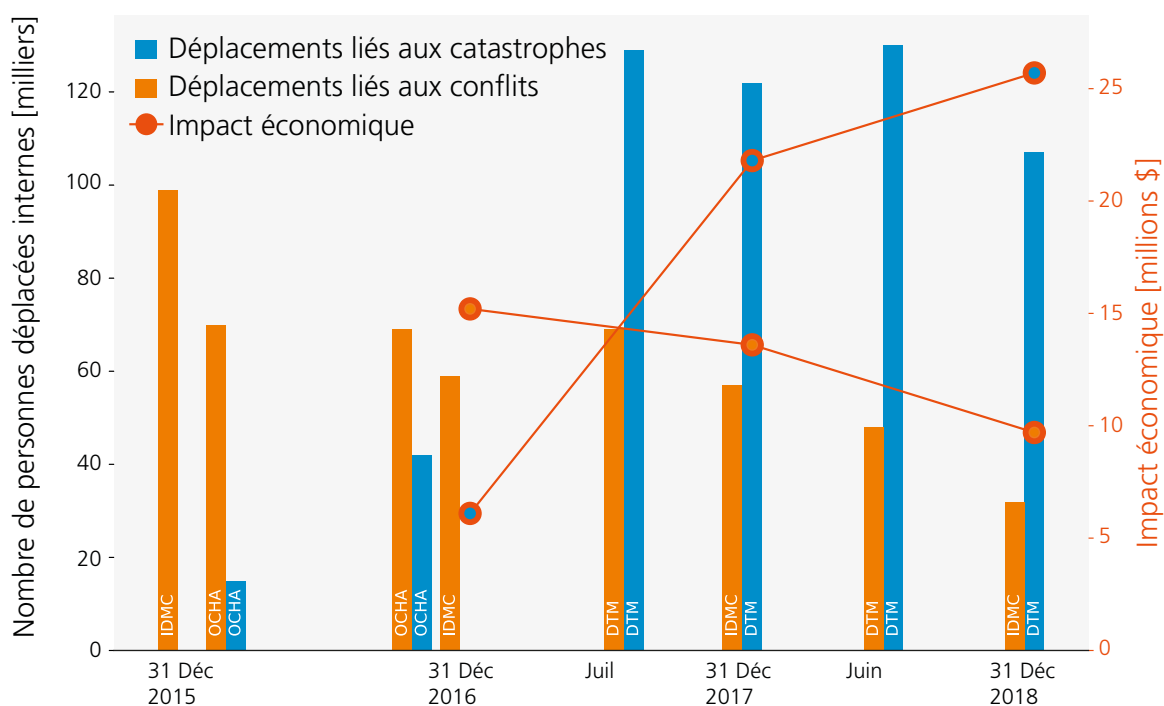
La crise politique qui a débuté en avril 2015 a davantage affecté la population burundaise, principalement en raison de la violence et de la détérioration des conditions socioéconomiques. Cette détérioration a contribué à

affaiblir la résilience de la population, à dégrader davantage l'accès aux services de base et leur qualité ainsi qu'à raréfier les mécanismes de protection. En conséquence, des dizaines de milliers de personnes ont quitté leur foyer pour de meilleures conditions de vie. Le nombre de personnes déplacées était de près de 100 000 à la fin de 2015, mais il a été réduit de moitié en 2016 et 2017, et ramené à un tiers en 2018.

Les déplacements internes ont également été déclenchés par des catastrophes telles que des pluies torrentielles, des vents violents, des inondations et des glissements de terrain qui ont détruit des maisons et affecté la production agricole. Le nombre de personnes déplacées liées à ces événements a fortement augmenté en 2017, atteignant plus de 100 000 entre juillet 2017 et fin 2018.

L'impact économique des déplacements associés à la violence ou aux catastrophes naturelles est estimé

SCHÉMA 1 : Nombre de personnes déplacées par des catastrophes et des conflits ou violences au Burundi et impacts économiques correspondants. Les données proviennent de UNOCHA, OIM et IDMC.



Data source: OCHA, DTM and IDMC

en utilisant les mêmes coûts et pertes par personne déplacée. Les impacts totaux des déplacements associés à la violence se situent entre 10 et 15 millions de dollars par an entre 2016 et 2018. Les impacts totaux des déplacements internes associés aux catastrophes sont passés de 6 millions de dollars en 2016 à 26 millions de dollars en 2018, ce qui correspond à 0,7/0,8 pour cent du PIB du Burundi avant la crise.

L'impact économique du déplacement se retrouve principalement dans trois secteurs, la santé, le logement et les moyens de subsistance, qui représentent près de 90 pour cent des impacts totaux. Les impacts les plus importants se manifestent dans le secteur du logement, avec 34 pour cent du total. La plupart des personnes déplacées, soit 54 %, sont soutenues par la communauté d'accueil sans aide extérieure, ce qui aggrave la pression sur des ressources déjà insuffisantes ou limitées ainsi que sur l'accès aux services sociaux de base. Cela accroît le niveau de vulnérabilité des populations d'accueil.⁵ Dans une moindre mesure, les personnes déplacées ont trouvé refuge dans des logements loués (24 %) ou vacants (18%), alors que seul un faible pourcentage d'entre elles a trouvé refuge dans des camps ou des sites d'hébergement collectif.

Les coûts de santé comprennent la sécurité alimentaire et les soins de santé, qui représentent respectivement 26 pour cent et 7 pour cent du total. Les personnes déplacées font partie des populations les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire dans un pays où plus de 40 pour cent de la population est déjà confrontée à des problèmes aigus dans ce domaine.⁶ Les faibles investissements publics dans le domaine de la santé, combinés aux coupes budgétaires dans ce domaine, fait que toutes les personnes déplacées sont considérées comme ayant besoin d'une assistance sanitaire.

L'insécurité et la violence ont eu un impact important sur les activités économiques, paralysant des secteurs entiers de l'économie, comme par exemple les activités commerciales et artisanales. La crise économique a fortement touché les personnes déplacées, réduisant leurs chances d'accéder à des moyens de subsistance. Le taux moyen d'accès aux activités génératrices de revenus pour les personnes déplacées est de 28 pour cent, contre un taux d'emploi national de 78 pour cent.⁷

Le coût pour couvrir les besoins de sécurité des personnes déplacées est également élevé, représentant environ 10

pour cent de l'impact économique total. Les personnes déplacées sont perçues comme une menace potentielle par les communautés d'accueil.⁸ Cela affecte leur accès aux services sociaux de base, tels qu'une justice efficace, la protection des libertés fondamentales et la réalisation des droits sociaux et économiques.

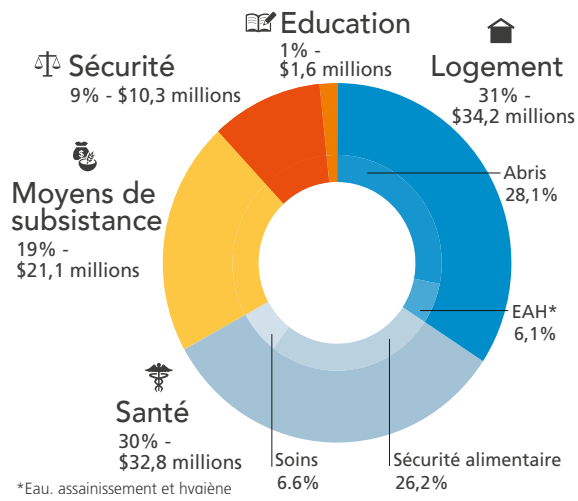
On estime que la contribution à l'éducation des enfants déplacés a un faible impact économique, puisqu'elle ne représente que 1,6 pour cent du total. Les interventions humanitaires dans le secteur de l'éducation répondent aux situations d'urgence, en améliorant l'accès à l'école et les conditions d'apprentissage dans un environnement sain et protecteur pour les enfants déplacés.

TABLEAU 2 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, pour le Burundi.

	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	De 2016 à 2018	100%	60\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	De 2016 à 2018	100%	13\$
Moyens de subsistance	De 2016 à 2018	24% (64% des personnes déplacées qui travaillaient avant)	185\$
Education	De 2016 à 2018	25% (100% des enfants âgés de 5 à 14 ans)	14\$
Santé : sécurité alimentaire	De 2016 à 2018	100%	56\$
Santé : soins	De 2016 à 2018	100%	14\$
Sécurité	De 2016 à 2018	100%	22\$

SCHÉMA 2 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes associés aux catastrophes et à la violence au Burundi par dimension, 2016-2018.

IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$92 millions



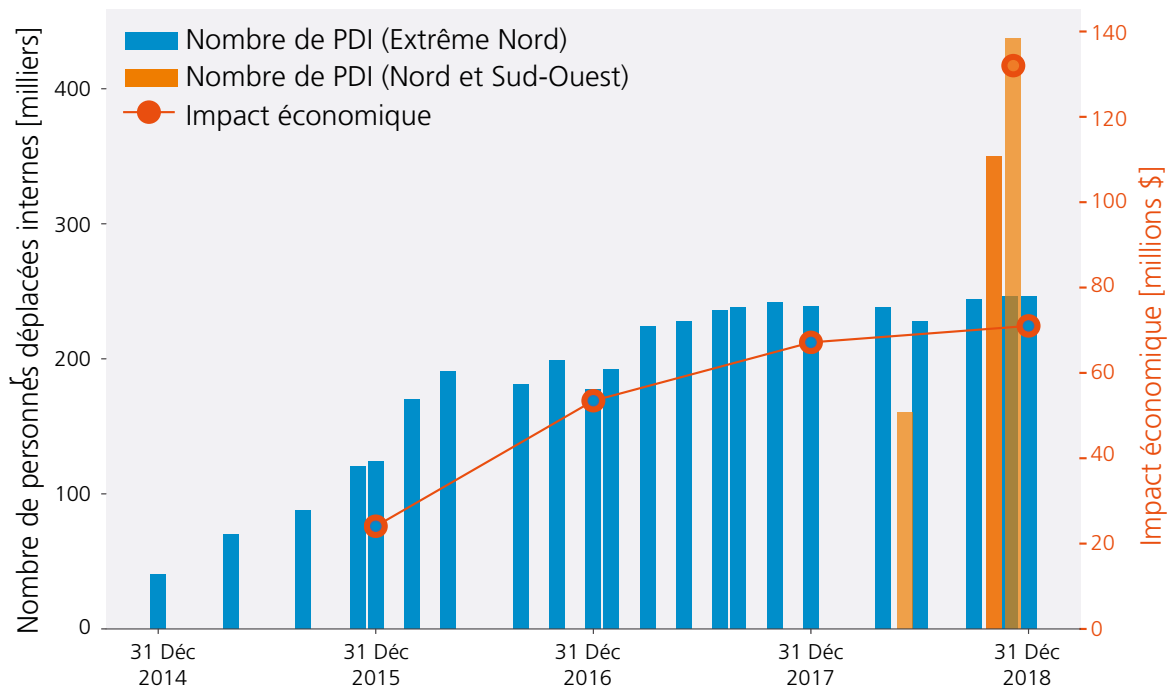
les personnes déplacées que pour les communautés d'accueil, qui étaient déjà dans une situation de vulnérabilité aiguë avant la crise. Les 40 000 personnes déplacées à la fin de 2014 ont quadruplé en 2015 et ont atteint 240 000 en 2017. Une crise humanitaire supplémentaire en 2018 a touché les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. Cette situation résulte d'affrontements entre les groupes armés non étatiques et les forces armées étatiques dans ces régions. Depuis le 8 novembre 2017, date du premier affrontement entre les forces adverses, les affrontements ont déplacé 437 000 personnes.

L'impact économique de la prise en charge des besoins des personnes déplacées est considéré séparément pour ces deux crises. Pour la crise de l'Extrême-Nord, le coût du déplacement interne de 2015 à 2018 s'élève à environ 220 millions de dollars, soit une moyenne de 54 millions de dollars par an, ce qui correspond à 0,15 pour cent du PIB d'avant la crise. L'impact économique du déplacement interne dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest est estimé à 117 millions de dollars en 2018, soit plus du double de l'impact économique annuel moyen dans l'Extrême-Nord. Cela est dû aux coûts beaucoup plus élevés associés à la prise en charge des besoins de chaque personne déplacée (et non au nombre de personnes déplacées qui est en moyenne similaire). Ces

CAMEROUN

Les attaques et les violences liées à la présence de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun ont provoqué une forte augmentation du nombre de personnes déplacées depuis 2014. Elles ont également généré des besoins humanitaires croissants, tant pour

SCHÉMA 3 : Nombre de personnes déplacées par les conflits dans l'Extrême-Nord et dans le Nord et le Sud-Ouest du Cameroun et impacts économiques correspondants. Les données proviennent de l'OIM, IDMC pour le conflit dans l'Extrême Nord et UNOCHA pour celui du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.



Data source: DTM, IDMC (end of year figures for the conflict in the extreme North), OCHA (North- and South-West).

estimations sont basées sur le plan de réponse humanitaire établi en mai 2018 pour cette crise spécifique, avec des prévisions des besoins pour les trois mois suivants seulement.⁹ Ces coûts ont été étendus de manière linéaire à l'année entière, ce qui peut conduire à une surestimation du coût annuel par personne déplacée.

En se concentrant d'abord sur la crise dans l'Extrême-Nord, il semble qu'un tiers de l'impact économique soit lié à la perte des moyens de subsistance, en supposant que 60 pour cent des personnes déplacées qui travaillaient auparavant ont perdu leurs revenus après le déplacement.¹⁰ L'Extrême-Nord connaît un taux de pauvreté alarmant (deux personnes sur trois vivent en dessous du seuil de pauvreté) et un taux de sous-emploi de plus de 85 pour cent.¹¹

Trente-quatre pour cent de l'impact économique total est le résultat de l'insécurité alimentaire. La plupart des personnes déplacées ont trouvé refuge dans des communautés d'accueil qui étaient déjà très vulnérables à l'insécurité alimentaire, à la malnutrition et aux épidémies et avaient un accès limité aux services sociaux de base. Les personnes déplacées et leurs hôtes ont tous besoin d'une aide alimentaire, d'appui à la production alternative, d'un accès à l'eau et de soins de santé. Le taux de malnutrition aiguë global dans l'Extrême-Nord est passé de 9 pour cent en 2014 à 13,9 pour cent en 2015, dont 2,2 pour cent souffrent de malnutrition sévère.¹²

Le coût du logement a également un impact important, puisqu'il représente 17 pour cent du total. Soixante-quatre pour cent des personnes déplacées dans l'Extrême-Nord vivent dans des familles d'accueil, 24 pour cent dans des maisons louées en ville, 7 pour cent dans des structures endommagées ou inachevées, et 5 pour cent dans des centres collectifs.¹³ Les personnes déplacées dans l'Extrême-Nord ont connu une détérioration de leurs conditions de vie et n'ont pas accès aux services essentiels, notamment à l'eau potable en quantité et qualité suffisantes, et aux services d'assainissement de base. Les latrines sont inadéquates, la défécation se fait en plein air et il y a trop peu de produits hygiéniques pour les femmes et les filles. Les personnes déplacées ont besoin d'une aide correspondante.

La sécurité et l'éducation ont un impact économique limité, représentant respectivement 7 et 4 pour cent du total, bien qu'il s'agisse de secteurs critiques, tout parti-

culièrement pour les enfants déplacés. Compte tenu de la présence active de Boko Haram dans l'Extrême-Nord, il existe un risque réel d'attaques ciblées contre les écoles dans les zones frontalières. L'insécurité et la peur des attaques ont déjà entraîné la fermeture de 70 écoles et pourraient limiter encore davantage les possibilités d'études. La grande majorité des enfants déplacés dans les communautés d'accueil ne peuvent pas être pris en charge dans les écoles locales et 65 pour cent d'entre eux n'ont pas accès à l'éducation.¹⁴ Cela les rend plus vulnérables à de multiples risques, notamment la négligence, l'exploitation, le travail forcé, l'enlèvement, le recrutement par des groupes armés, le mariage précoce, les abus et la violence sexuels.

Dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, près de la moitié de l'impact économique est relatif à la santé. L'accès à la nourriture est la principale priorité des personnes déplacées. Elles ont dû recourir à des stratégies d'adaptation négatives pour pouvoir manger, notamment en limitant les repas à un par jour et en réduisant la consommation des adultes afin d'assurer une alimentation suffisante aux enfants. Les restrictions de mouvement, y compris les points de contrôle, et la médiocrité des infrastructures entravent également l'accès aux terres productives et aux marchés. Les personnes déplacées n'ont pas accès aux services de santé de base et sont exposées à un risque important de maladies transmises par l'eau.

Un quart de l'impact total provient du coût du logement. Beaucoup de personnes touchées par la crise vivent dans la brousse, s'abritant dans des lieux surpeuplés et souvent insalubres. Elles n'ont pas accès aux services essentiels, notamment à l'eau potable et aux installations sanitaires de base, utilisent des latrines inadéquates et non sécurisées, recourent à la défécation en plein air et manquent de produits hygiéniques pour les femmes et les filles.

La perte des moyens de subsistance représente 16 pour cent de l'impact économique total. Cet impact relativement faible par rapport à l'Extrême-Nord tient au fait que les coûts par personne déplacée dans les autres dimensions sont deux à cinq fois plus élevés dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest.

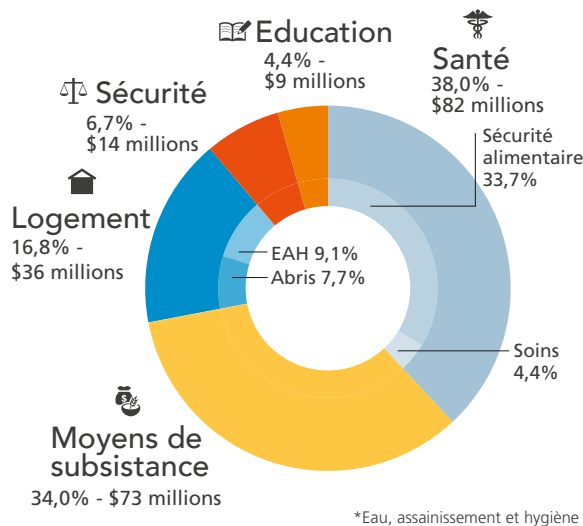
Les impacts économiques en matière de sécurité et d'éducation représentent respectivement 9 et 4 pour cent du total.

TABLEAU 3 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, à Cameroun.

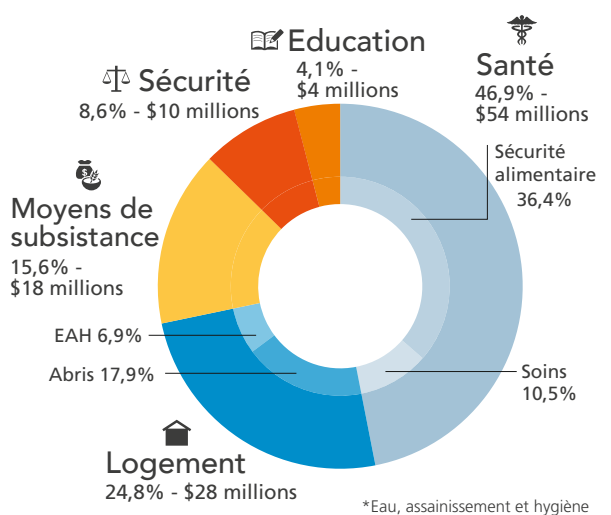
Cameroun (Extrême-Nord)				Cameroun (Nord-Ouest et Sud-Ouest)			
	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée		Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	De 2015 à 2018	100%	23\$	Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	2018	100%	116\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	De 2015 à 2018	100%	27\$	Logement : eau, assainissement et hygiène	2018	80%	56\$
Moyens de subsistance	De 2015 à 2018	17% (60% des personnes déplacées qui travaillaient avant)	580\$	Moyens de subsistance	2018	17% (60% des personnes déplacées qui travaillaient avant)	580\$
Education	De 2015 à 2018	26% (60% des enfants âgés de 5 à 14 ans)	50\$	Education	2018	22% (50% des enfants âgés de 5 à 14 ans)	120\$
Santé : sécurité alimentaire	De 2015 à 2018	100%	100\$	Santé : sécurité alimentaire	2018	100%	236\$
Santé : soins	De 2015 à 2018	100%	13\$	Santé : soins	2018	100%	68\$
Sécurité	De 2015 à 2018	100%	20\$	Sécurité	2018	100%	56\$

SCHÉMA 4 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes liés aux conflits dans l'Extrême-Nord du Cameroun, de 2014 à 2018, et dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en 2018, par dimension.

IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$216 millions



IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$117 millions



ENCADRÉ 2 : RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le conflit a commencé en 2013 en République centrafricaine (RCA) et a déplacé près de 20 pour cent de la population du pays.¹⁵

En moyenne, les coûts et pertes annuels relatifs au déplacement interne sont estimés à 230 millions de dollars, soit l'équivalent de 10,5 pour cent du PIB d'avant la crise. L'impact économique cumulé de décembre 2013 à décembre 2017 est de 953 millions de dollars.

La plus grande charge financière associée à cette crise de déplacement est due à ses conséquences nutritionnelles sur les personnes déplacées. L'aide visant à assurer la sécurité alimentaire et la nutrition représente 39 pour cent du total. La crise alimentaire s'étant

aggravée au fil du temps, le pourcentage de personnes déplacées touchées par celle-ci est passé de 70 pour cent en 2013 et 2014, à 100 pour cent les années suivantes.^{16, 17}

L'impact économique en matière de logement est le deuxième plus élevé, représentant 20 pour cent du total. Cela comprend le coût de la construction et de la gestion des camps pour environ 40 pour cent de toutes les personnes déplacées, et le soutien aux 60 pour cent de personnes déplacées vivant avec des familles d'accueil ou seules dans les zones rurales.¹⁸

La perte de revenus liée au déplacement interne est estimée à près de 17 pour cent de l'impact économique total. Quatre-vingts pour cent de toutes les personnes

déplacées sont incapables de poursuivre leurs activités génératrices de revenus habituelles pendant le déplacement, selon plusieurs évaluations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Dans les centres pour personnes déplacées à Bangui, 80 pour cent des personnes déplacées ont interrompu leur travail après le déplacement.¹⁹ D'autres rapports montrent que plus de 90 pour cent des personnes déplacées interrogées dans les communautés d'accueil et dans des sites improvisés ont arrêté de travailler après le déplacement.^{20, 21}

Les détails de ces estimations pour la RCA sont disponibles dans le rapport de l'Observatoire des situations de déplacement interne de mars 2019, intitulé *Mesurer le coût du déplacement interne*.²²

TCHAD

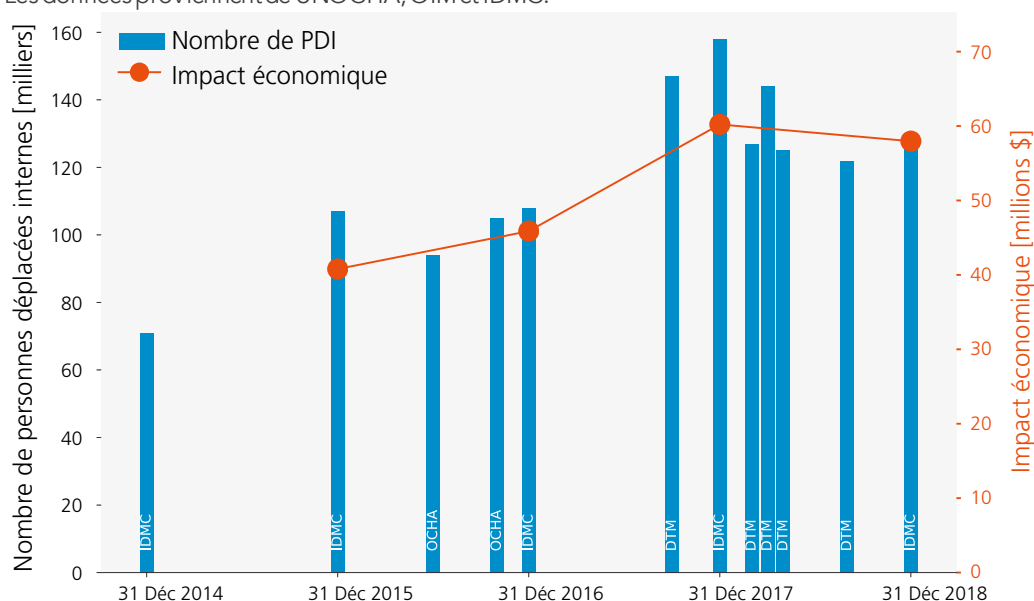
Les déplacements internes au Tchad sont liés à l'insurrection de Boko Haram et se concentrent principalement autour de la région du Lac occidental. Le conflit a pris naissance au Nigéria en 2009, s'est intensifié et a débordé sur les pays voisins du Niger, du Tchad et du Cameroun avec un impact humanitaire énorme et de nombreuses violations des droits de l'homme qui ont forcé d'importants mouvements de population. Avant 2015, les déplacements internes au Tchad étaient liés à la guerre de 2006 à 2010 avec le Soudan qui a déplacé des personnes dans l'Est du pays. De nouveaux déplacements dans la région du Lac au cours de l'année 2015 ont porté le nombre de personnes déplacées à plus de 100 000 à la suite des violentes attaques de Boko Haram. Les déplacements ont augmenté en 2017 pour atteindre près de 160 000 personnes déplacées, mais ce chiffre a diminué en 2018 pour arriver à 130 000 à la fin de l'année. Le déplacement interne n'est qu'un des nombreux grands mouvements de population au Tchad.

Il y a également des centaines de milliers de réfugiés des pays voisins du Nigeria, du Cameroun, du Soudan et de la RCA. Leur nombre s'élève à un demi-million pour la seule année 2015. Les Tchadiens rapatriés de pays comme le Nigeria et la RCA ont été plus de 300 000 entre 2015 et 2018. Ces déplacements ont exacerbé les besoins humanitaires de la population locale et des communautés d'accueil, amplifiant les vulnérabilités existantes dans un contexte de pauvreté, de sous-développement, de crises alimentaires et d'épidémies. Les plans d'intervention humanitaire ciblent toutes ces personnes dans le besoin, qui représentent un tiers de la population totale du pays.

L'impact économique du déplacement interne depuis 2015 s'élève à 200 millions de dollars. Cela représente 40 à 60 millions de dollars par an, soit 0,3 à 0,4 pour cent du PIB tchadien de 2014.

L'impact le plus important se situe, de loin, dans le secteur de la santé. Cela représente la moitié du total des coûts et des pertes liés au déplacement interne. Les

SCHÉMA 5 : Nombre de personnes déplacées par les conflits au Tchad et impacts économiques correspondants. Les données proviennent de UNOCHA, OIM et IDMC.



Data source: OCHA, DTM and IDMC

besoins en matière de sécurité alimentaire s’élèvent à 35 pour cent du total et les besoins en matière de soins de santé à 18 pour cent. Le logement, la sécurité et les moyens de subsistance ont également un impact économique notable, représentant entre 12 et 18 pour cent du total. Les personnes déplacées ont un accès limité ou très limité à la nourriture, à l’eau potable, à un logement adéquat et aux services sociaux de base (en particulier la santé et l’éducation), ce qui a des conséquences sur la morbidité et la mortalité tant des communautés déplacées que des communautés d’accueil. Elles restent largement dépendantes de l’aide humanitaire, en particulier au cours des premiers mois suivant leur arrivée.

Les coûts élevés de la sécurité, qui s’élèvent à 14 pour cent, reflètent les tensions entre les communautés d’accueil et la population déplacée, souvent autour de questions concernant l’exploitation des ressources naturelles, telles que l’eau, le bois de chauffage et les terres arables.

La perte des moyens de subsistance représente proportionnellement un impact exceptionnellement faible, correspondant à seulement 12 pour cent du total. Cela est attribuable au fait que la population active du Tchad représente une très faible proportion de la population totale, soit 27 pour cent.

Les coûts liés à l’éducation représentent 4 pour cent du total et visent à assurer la poursuite de la scolarisation des enfants déplacés. Le déplacement limite la scola-

risation et peut conduire à l’échec scolaire en raison de difficultés d’intégration, d’effets psychosociaux, de différences linguistiques ainsi que de problèmes de santé et d’alimentation.

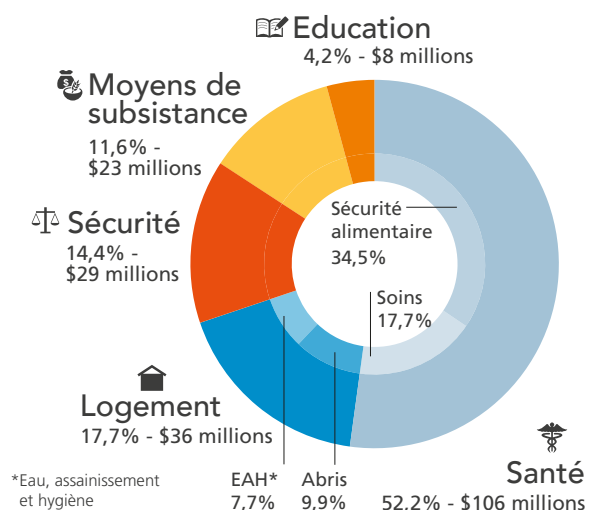
TABLEAU 4 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, pour le Tchad.

	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	De 2015 à 2018	100%	45\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	De 2015 à 2018	100%	35\$
Moyens de subsistance	From 2015 to 2018	16% (60% des personnes déplacées qui travaillaient avant) ²³	360\$

Education	De 2015 à 2018	38% (100% des enfants âgés de 5 à 14 ans)	50\$
Santé : sécurité alimentaire	De 2015 à 2018	100%	156\$
Santé : soins	De 2015 à 2018	100%	80\$
Sécurité	De 2015 à 2018	100%	65\$

SCHÉMA 6 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes dus aux conflits au Tchad par dimension, 2015-2018.

IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$205 millions



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Des décennies d'instabilité politique chronique et de conflits armés ont entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes, les laissant dans des conditions de grande vulnérabilité, incapables de trouver des solutions durables. Les déplacements se concentrent dans les provinces orientales du Nord et du Sud-Kivu et dans les provinces du sud et du centre, comme le Tanganyika, le Kasai, le Kasai-Oriental et l'Ituri.

Environ 1,7 million de personnes vivaient en situation de déplacement interne à la fin de 2011. En raison d'affrontements intercommunautaires continus, notamment dans les provinces du Kivu, le nombre de personnes

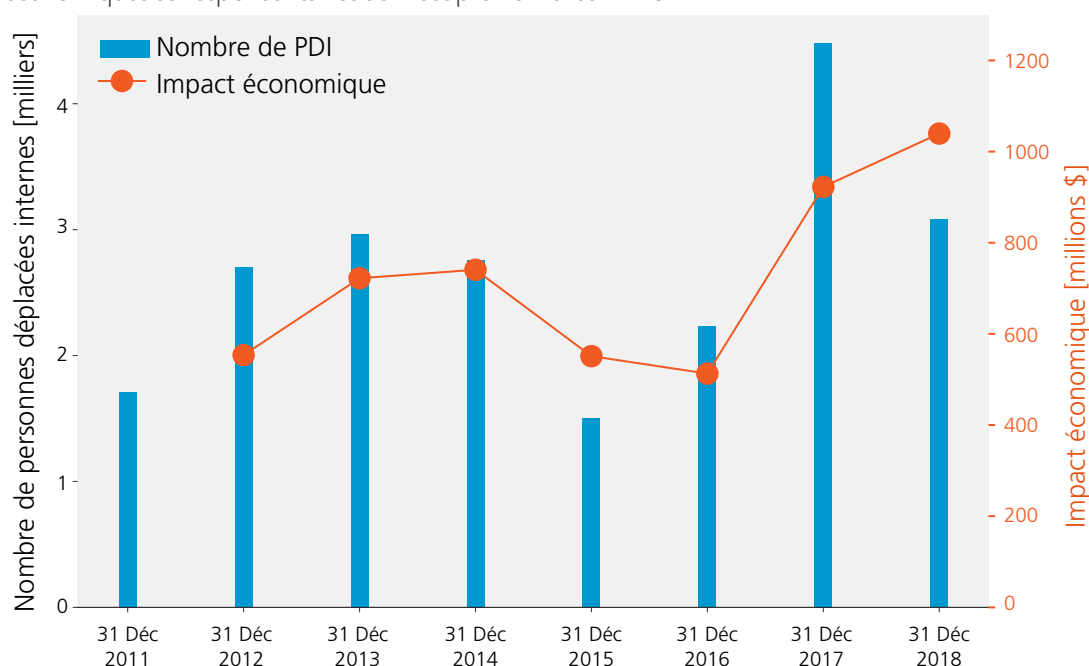
déplacées a augmenté en 2012 et 2013, pour atteindre 3 millions. La reprise des combats en 2016 et 2017 dans les provinces du Kivu, la région du Kasai et le Tanganyika a entraîné une nouvelle vague de déplacements après une période de relative stabilité dans une grande partie du territoire et le retour de beaucoup de personnes déplacées. Environ 2,2 millions de nouveaux déplacements ont été enregistrés pour 2017. À la fin de 2017, 4,5 millions de personnes vivaient dans une situation de déplacement interne, soit le double de l'année précédente. Le chiffre à la fin de 2018 était d'environ 3 millions.

L'impact économique du déplacement interne est ici estimé depuis 2012. Le total annuel des coûts et des pertes par personne déplacée varie de 250 \$ en 2012 à 275 \$ en 2018. L'impact total est de 5 milliards de dollars sur sept ans, soit environ 720 millions de dollars par an en moyenne, ce qui correspond à deux pour cent du PIB de la République démocratique du Congo chaque année.

Les coûts les plus importants sont liés à la santé (36 pour cent pour l'aide alimentaire et 7 pour cent pour les soins de santé). Le déplacement s'accompagne souvent de la perte d'actifs et de moyens de production essentiels. Ces pertes augmentent la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. La plupart des personnes déplacées vivent dans des familles et des communautés d'accueil, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les ressources déjà rares des familles d'accueil et sur les infrastructures limitées. En plus de devoir partager leurs maigres réserves alimentaires, les familles vivent dans des conditions de surpopulation qui peuvent poser des risques pour la santé et la protection. Le manque d'accès aux services de base a un impact sur l'hygiène et la santé des ménages et augmente le risque de maladie et de décès.

Les besoins en logement représentent 23 pour cent de l'ensemble des impacts économiques. Quarante-vingt-cinq pour cent des personnes déplacées vivent dans des familles et des communautés d'accueil, et 15 pour cent dans des camps.²⁴ L'eau potable peut être extrêmement rare avec moins de 10 % des personnes déplacées y ayant accès dans les zones rurales. Cette situation est significative car un approvisionnement adéquat en eau douce est nécessaire pour réduire les risques de maladies d'origine hydrique telles que le choléra. Les installations sanitaires, y compris les latrines, sont également rares.

SCHÉMA 7 : Nombre de personnes déplacées par les conflits en République démocratique du Congo et impacts économiques correspondants. Les données proviennent d'IDMC.



Data source: IDMC

Seuls 17 % des personnes déplacées ont accès à des latrines dans les zones rurales.

Vingt pour cent de l'impact économique résultent de la perte des moyens de subsistance, tandis que la sécurité et l'éducation correspondent à huit pour cent chacune. Le déplacement contribue de manière significative à l'exclusion des enfants du système scolaire, augmentant leur vulnérabilité à toutes sortes d'abus, y compris le recrutement dans les forces et groupes armés, le travail des enfants et l'exploitation sexuelle. De nombreux cas d'enfants séparés ou non accompagnés sont également signalés parmi les populations déplacées, dont plus de 4 000 en septembre 2013 au Nord-Kivu.²⁵ La situation de l'éducation est alarmante dans les zones les plus touchées par le conflit. À Manono, Moba et Pweto au Katanga, par exemple, 40 pour cent des enfants âgés de 6 à 11 ans ne sont pas scolarisés. Les autres étudient dans des conditions précaires, étant donné que plus de 60 pour cent des écoles ont été détruites, et que les classes comptent plus de 55 enfants par enseignant. Cette situation intervient dans un contexte de manque quasi total de financement pour l'éducation d'urgence dans le pays. En général, moins de 15 pour cent des besoins humanitaires pour l'éducation sont financés, et pas plus de trois pour cent en 2014.²⁶

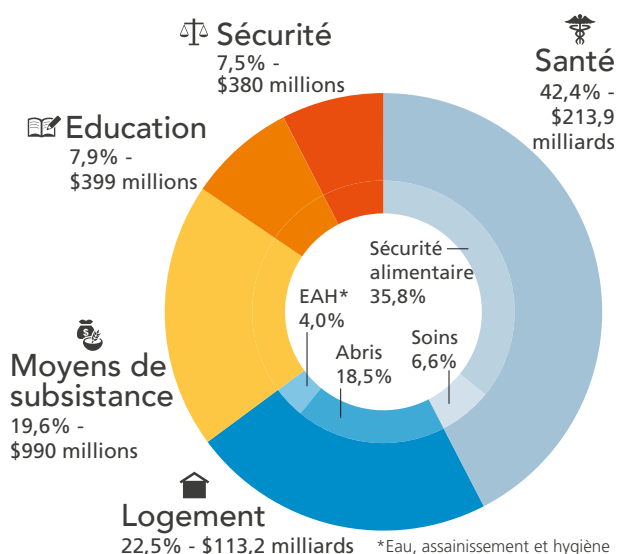
TABLEAU 5 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, pour la République démocratique du Congo.

	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	De 2012 à 2018	70%	70\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	De 2012 à 2018	70%	15\$
Moyens de subsistance	De 2012 à 2018	20% (60% des personnes déplacées qui travaillaient avant) ²⁷	260\$
Education	De 2012 à 2018	28% (100% des enfants âgés de 5 à 14 ans)	75\$

Santé : sécurité alimentaire	De 2012 à 2018	100%	95\$
Santé : soins	2012/15	80%	10\$
	2016/18	80%	35\$
Sécurité	De 2012 à 2018	100%	20\$

SCHÉMA 8 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes liés au conflit en République démocratique du Congo par dimension, 2012-2018.

IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$504.2 milliards

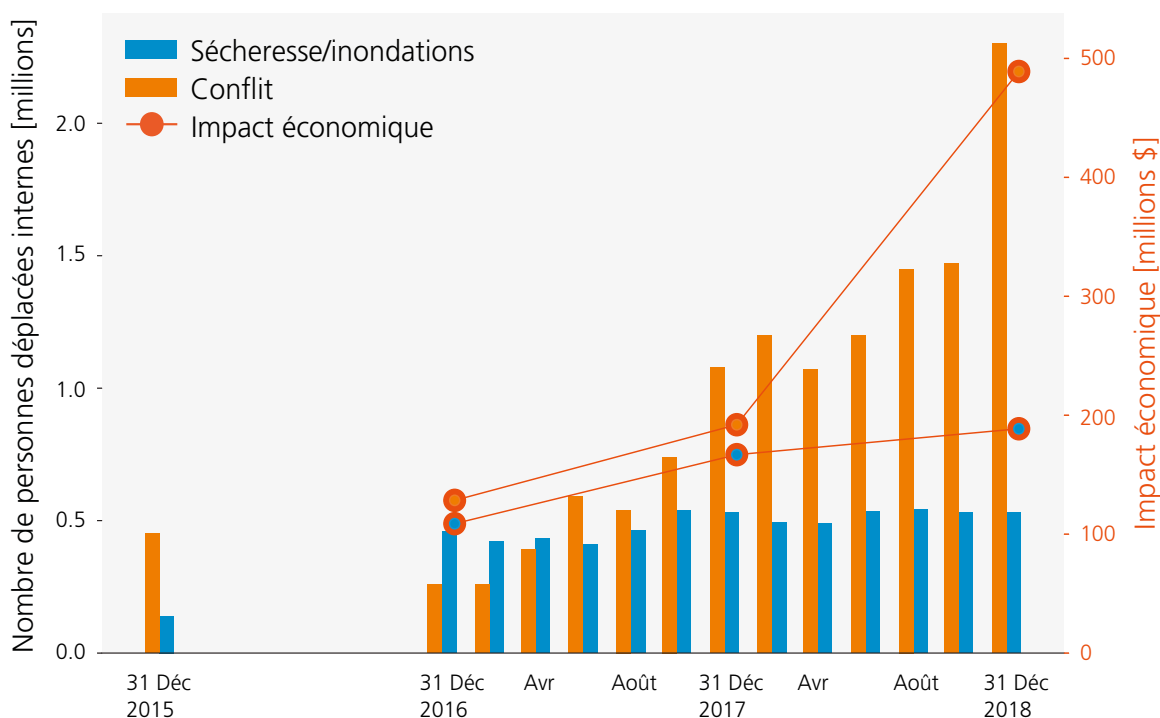


ETHIOPIE

Les déplacements internes de janvier 2016 à décembre 2018 ont été provoqués par des conflits et de multiples facteurs ayant trait au climat, tels que la sécheresse, les inondations et les glissements de terrain. Le Sud et l'Est de l'Éthiopie ont été frappés en 2015 et 2016 par deux années consécutives de sécheresse, suivies de faibles précipitations à la fin de 2017. Les récoltes ont chuté de 50 à 90 pour cent dans les hauts plateaux les plus touchés par la sécheresse. Des grandes pertes de bétail en ont également résulté. Ensemble, ces facteurs ont entraîné une insécurité alimentaire ainsi qu'une malnutrition aiguë et ont poussé des centaines de milliers de personnes à quitter leurs foyers.²⁸ Les inondations saisonnières déplacent traditionnellement les personnes vivant dans des zones inondables pendant une période pouvant aller jusqu'à trois mois. Des pluies favorables en 2018 ont permis de meilleures récoltes et une amélioration des moyens de subsistance des éleveurs dans la plupart des régions du pays. Toutefois, ces mêmes pluies ont également entraîné des inondations le long des bassins fluviaux, affectant environ 382 000 personnes et déplaçant environ 172 000 personnes dans la seule région somalienne.

Les déplacements imputables au climat ont atteint près d'un demi-million en 2017 et 2018.

SCHÉMA 9 : Nombre de personnes déplacées par le conflit, la sécheresse et les inondations en Éthiopie, et impacts économiques correspondants. Les données proviennent de l'OIM et d'IDMC.



Data: IOM-DTM, IDMC (end of year conflict figures)

Mais le principal facteur de déplacement est le conflit. Le conflit autour des zones frontalières de l’Oromia et des régions somaliennes, y compris une recrudescence en août et septembre, a déplacé environ un million de personnes en 2017. La situation s’est aggravée en 2018 avec une intensification de la crise à Gedeo et dans l’Ouest du Guji. Cela a conduit à plus de 2 millions de personnes déplacées à la fin de l’année.

Les impacts économiques des déplacements internes liés aux facteurs climatiques ont représenté environ 400 millions de dollars de 2016 à 2018. Pendant la même période, les déplacements associés aux conflits ont causé des pertes économiques de 700 millions de dollars, soit 1,1 pour cent du PIB d’avant la crise de 2015. Les impacts annuels moyens des déplacements internes causés par le climat et les conflits sont respectivement de 135 millions de dollars et de 234 millions de dollars.

Les trois quarts de l’impact économique total des déplacements internes, indépendamment du facteur déterminant, sont le résultat de l’insécurité alimentaire et de la perte des moyens de subsistance, qui représentent respectivement 38 et 35 pour cent de l’impact total. L’accès à la nourriture et la malnutrition sont les principales préoccupations des personnes déplacées, en particulier dans les zones touchées par la sécheresse. Le gouvernement et les agences humanitaires ont aidé plusieurs millions de personnes, en priorité des personnes déplacées et des populations vulnérables, en leur fournissant une aide alimentaire et/ou financière.

La perte de revenu est estimée en supposant que 60 pour cent des personnes déplacées ayant travaillé auparavant ont perdu leur revenu.²⁹ Il s’agit probablement d’une estimation prudente car les personnes déplacées ont accès à des activités génératrices de revenus dans seulement 10 à 20 pour cent des sites analysés.

L’impact économique des déplacements internes sur le logement représente 20 pour cent du total. Cinquante-cinq pour cent des personnes déplacées vivent dans des communautés d’accueil, partageant des ressources limitées.³⁰ Certains secteurs de la région somalienne accueillent plus du double de leur population.³¹ L’aide humanitaire a consisté à fournir des abris d’urgence, de transition et à long terme, des kits contenant des articles non alimentaires et une aide au logement, notamment aux personnes déplacées vivant dans les communautés d’accueil.

Seuls quatre pour cent de l’impact économique total sont attribués aux besoins en matière de santé. L’aide à la santé s’est concentrée sur le renforcement de la capacité du système de santé à fournir des interventions vitales, à réduire la morbidité et la mortalité ainsi qu’à faire face aux épidémies.

Les coûts liés à la sécurité représentent moins de 2 pour cent de l’impact total. Le gouvernement et les agences humanitaires ciblent principalement les groupes déplacés et non déplacés les plus vulnérables, dont les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. Ils offrent une protection contre la violence sexiste, la négligence, les abus et d’autres risques.

Les coûts de l’éducation ne représentent que 0,8 pour cent de l’impact économique total. Les données révèlent que 40 à 50 pour cent de la population d’âge scolaire n’a pas accès à l’éducation en raison du déplacement.³² Les coûts de l’éducation sont ensuite fonction des efforts déployés pour que les enfants déplacés d’âge scolaire puissent participer à des activités pédagogiques.

TABLEAU 6 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, pour l’Ethiopie.

	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	De 2016 à 2018	100%	50\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	De 2016 à 2018	100%	15\$
Moyens de subsistance	De 2016 à 2018	25% (60% des personnes déplacées qui travaillaient avant)	440\$
Education	De 2016 à 2018	13% (50% des enfants âgés de 5 à 14 ans)	20\$

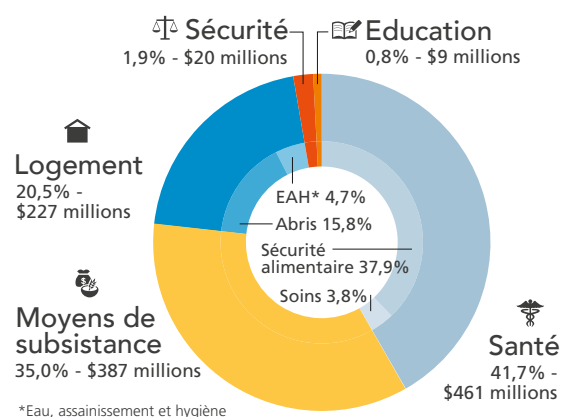
Santé : sécurité alimentaire	De 2016 à 2018	100%	120\$
Santé : soins	De 2014 à 2018	100%	12\$
Sécurité	De 2014 à 2018	30%	20\$

MALI

Depuis 2012, le Mali est plongé dans une crise politique et sécuritaire sans précédent. Un coup d'État militaire a renversé son gouvernement élu et des groupes armés ont occupé trois régions du Nord, Gao, Kidal et Tombouctou. La crise politique et sécuritaire vient s'ajouter à une situation humanitaire déjà complexe qui combine des crises alimentaires et nutritionnelles et des niveaux de vulnérabilité élevés. En 2012, on estime que 4,6 millions de personnes étaient menacées d'insécurité alimentaire, dont 2,97 millions de personnes vivant dans des zones touchées par la sécheresse et 1,63 million de personnes vivant dans les trois régions du Nord.³³

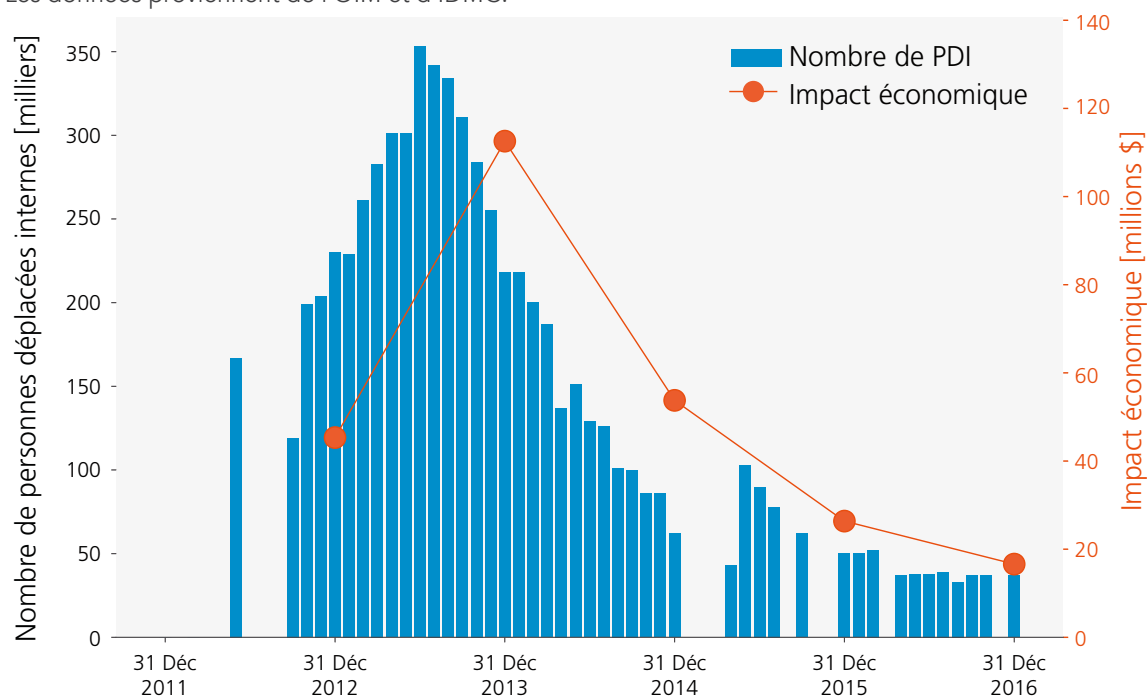
SCHÉMA 10 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes liés aux conflits, à la sécheresse et aux inondations en Éthiopie, par dimension, de janvier 2016 à décembre 2018.

IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$110.7 milliards



Le conflit entre le gouvernement du Sud et les groupes d'opposition armés du Nord a directement touché trois millions de personnes et a provoqué des déplacements massifs à l'intérieur du Mali ainsi que dans les pays voisins. Plus d'un demi-million de personnes ont été déplacées en 2012, dont 200 000 à l'intérieur du pays. Le nombre de personnes déplacées a augmenté jusqu'en juin 2013, pour atteindre 350 000. Puis, par suite d'une normalisation de la situation politique et de la restauration progressive de l'autorité de l'État dans

SCHÉMA 11 : Nombre de personnes déplacées par le conflit au Mali et impacts économiques correspondants. Les données proviennent de l'OIM et d'IDMC.



Data: DTM, IDMC (end of the year figures).

le Nord, la population déplacée est progressivement retournée dans les régions du Nord, réduisant le nombre de personnes déplacées à 50 000 à la fin de 2014. L'insécurité et le conflit en cours ont provoqué de nouveaux déplacements entre 2014 et 2016. Il y avait 30 000 personnes déplacées à la fin de 2016.

L'impact économique des déplacements internes causés par la crise politique s'est élevé à 250 millions de dollars entre 2012 et 2016. L'impact le plus important a été enregistré en 2013 avec 110 millions de dollars, soit près de un pour cent du PIB du Mali avant la crise.

Les impacts économiques les plus importants proviennent de l'insécurité alimentaire et des besoins en logement, qui représentent chacun plus de 30 pour cent du total. Ces deux secteurs sont strictement reliés. La plupart des personnes déplacées vivent avec des familles d'accueil qui sont déjà fortement touchées par la crise alimentaire et nutritionnelle, et 67 pour cent d'entre elles dépendent entièrement de la famille d'accueil pour leurs besoins alimentaires.³⁴

La perte d'activités génératrices de revenus représente environ 14 pour cent du total de l'impact. Ce chiffre est calculé en supposant que 56 pour cent des personnes déplacées ont perdu leur source de revenus pendant le déplacement.³⁵ Dans le Sud, 31 pour cent des ménages de personnes déplacées déclarent n'avoir aucun revenu, tandis que 22 pour cent déclarent avoir un revenu occasionnel.

Les besoins de sécurité des personnes déplacées ont également un coût significatif, représentant plus de 10 pour cent de l'impact économique total. Dans le Nord, où le gouvernement est désormais presque totalement absent et où les groupes armés contrôlent la situation, la sécurité et l'accès aux services sociaux de base sont une préoccupation majeure pour les personnes déplacées. Plus de 50 pour cent des personnes déplacées sont confrontées à des problèmes de documentation en raison de la non-délivrance, de l'interruption de la délivrance et/ou de la perte de leurs documents depuis le début de la crise.³⁶ Ce manque de documentation a un impact significatif sur leur liberté de mouvement, leur capacité à exercer leurs droits civils, économiques et politiques ainsi que sur leur accès à la justice et aux services sociaux de base, tels que l'éducation et la santé.

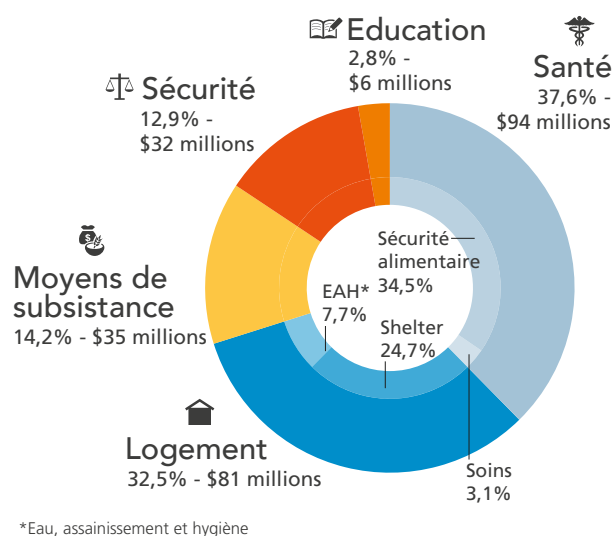
L'éducation et les soins de santé ne représentent ensemble que 6 pour cent du total. Cela s'explique par le faible budget alloué à ces deux domaines par habitant et par an, soit 25 dollars pour l'éducation (bien qu'il ait été nettement plus élevé pour la période 2015-2016, soit 100 dollars) et 15 dollars pour les soins de santé.

TABLEAU 7 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, pour le Mali.

	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	De 2012 à 2016	80%	120\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	De 2012 à 2016	100%	30\$
Moyens de subsistance	De 2012 à 2016	19% (56% des personnes déplacées qui travaillaient avant)	290\$
Education	2012-2014	29% (100% des enfants âgés de 5 à 14 ans)	25\$
	2015-2016	29% (100%)	100\$
Santé : sécurité alimentaire	De 2012 à 2016	100%	134\$
Santé : soins	De 2012 à 2016	80%	15\$
Sécurité	De 2012 à 2016	100%	50\$

SCHÉMA 12 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes dus aux conflits au Mali par dimension, 2012-2016.

IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$252 millions



y avait également 150 000 réfugiés et rapatriés fuyant la violence et l’instabilité dans la région du lac Tchad. L’impact humanitaire du déplacement s’ajoute à d’autres problèmes chroniques, notamment une insécurité alimentaire grave, la malnutrition et les épidémies. Le nombre de personnes déplacées s’élevait à 150 000 à la fin de 2018.

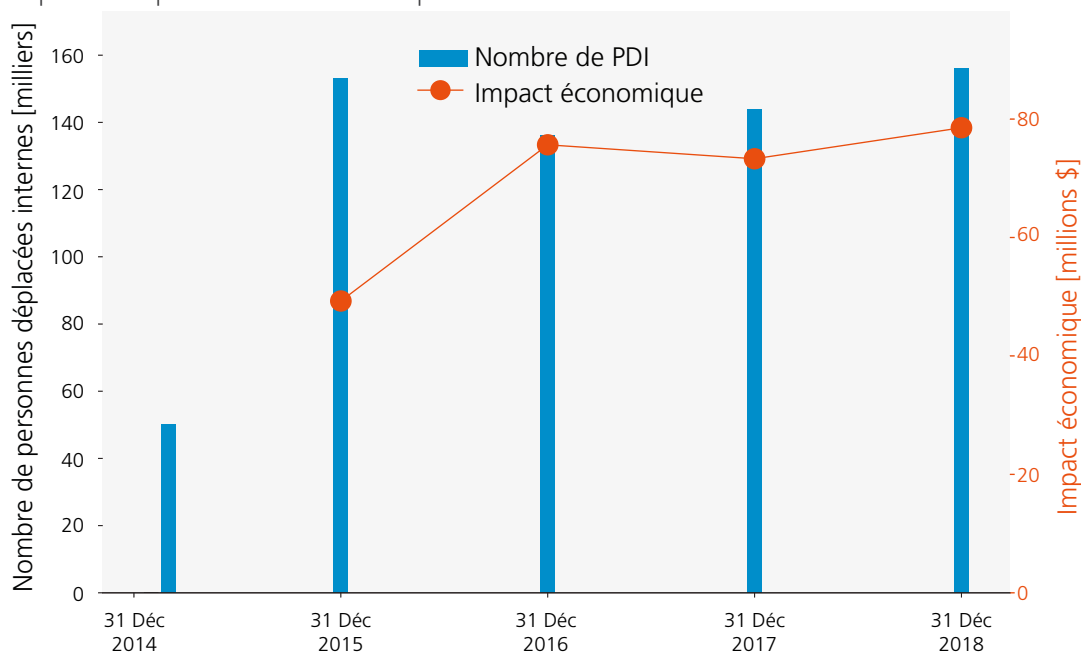
L’impact économique du déplacement interne dans la région de Diffa est estimé entre 2015 et 2018. L’impact moyen par an s’élève à 74 millions de dollars, ce qui correspond à environ un pour cent du PIB du Niger en 2014.

L’insécurité alimentaire représente près de la moitié des impacts économiques totaux. Cela n’est pas surprenant car la région de Diffa est celle qui connaît la plus grande insécurité alimentaire du pays.³⁷ La situation alimentaire dans les sites de déplacement de Diffa est grave : le taux de malnutrition sévère varie entre 10 et 15 pour cent et celui de la malnutrition chronique entre 35 et 40 pour cent.³⁸ Les personnes déplacées de la région de Diffa ont également du mal à accéder aux services de santé de base. Les personnes déplacées et les communautés d’accueil vivent dans des conditions sanitaires précaires. Une épidémie d’hépatite E a éclaté en 2017, principalement dans les sites de déplacement.³⁹

NIGER

Depuis les premiers attentats de Boko Haram en février 2015, la région de Diffa au Niger est confrontée à une crise sécuritaire et humanitaire sans précédent. Fin 2015, le nombre de personnes déplacées internes dans la région de Diffa s’élevait à plus de 150 000. Il

SCHÉMA 13 : Nombre de personnes déplacées par le conflit dans la région de Diffa au Niger et impacts économiques correspondants. Les données proviennent d’IDMC.



Data: IDMC

Les moyens de subsistance, le logement et la sécurité représentent chacun entre 13 et 15 pour cent de l'impact économique total. Les personnes déplacées restent limitées dans leur accès aux moyens de subsistance tels que la pêche et la production agropastorale pour des raisons de sécurité.

Environ 80 pour cent des ménages nouvellement déplacés n'ont pas d'abri adéquat ni d'articles non alimentaires essentiels. Ils vivent le plus souvent dans l'inconfort, sous les arbres ou en plein air. En juin 2017, 55 pour cent des ménages de personnes déplacées avaient un besoin urgent d'un abri et 66 pour cent avaient besoin d'articles non alimentaires.⁴⁰ L'eau est également une grande préoccupation pour les personnes déplacées dans la région de Diffa, où l'on estime que seulement 47,8 pour cent de la population y a accès.⁴¹

Les personnes déplacées sont exposées à divers risques de protection, notamment des difficultés d'accès à certaines localités, l'absence de documents d'identité (82 pour cent d'entre elles n'ont pas de document d'état civil), des arrestations arbitraires, une liberté de circulation restreinte et un accès limité aux services sociaux de base.⁴²

Le secteur de l'éducation représente l'impact économique le plus faible, avec environ 5 pour cent du total, bien qu'un grand nombre d'enfants déplacés risquent de ne pas être scolarisés. Le taux de scolarisation en primaire dans la région de Diffa en 2017 était de 46,2 pour cent, contre une moyenne nationale de 68,6 pour cent en 2012.⁴³

SCHÉMA 14 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes dus aux conflits dans la région de Diffa au Niger par dimension, 2015-2018.

IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$277 millions

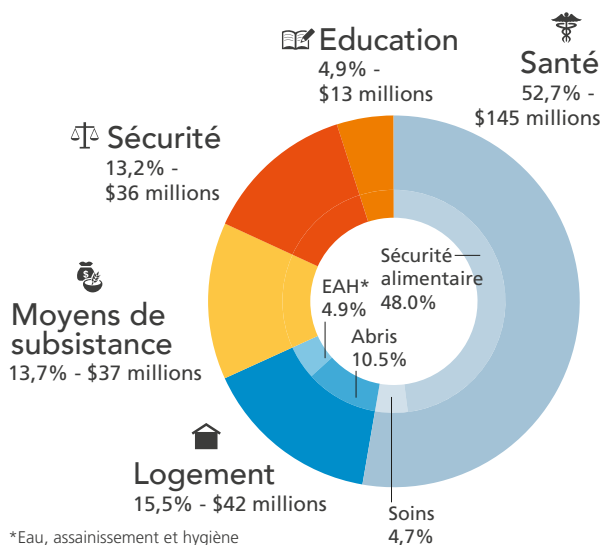


TABLEAU 8 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, pour le Niger.

	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	De 2015 à 2018	70%	80\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	2015	100%	45\$
	2016	50%	45\$
	2017-2018		
Moyens de subsistance	De 2015 à 2018	23% (60% des personnes déplacées qui travaillaient avant) ⁴⁴	310\$
Éducation	2015	30% (100% des enfants âgés de 5 à 14 ans)	150\$
	2016	30% (100%)	75\$
	2017-2018		
Santé : sécurité alimentaire	De 2015 à 2018	100%	255\$
Santé : soins	De 2015 à 2018	100%	25\$
Sécurité	De 2015 à 2018	100%	70\$

NIGERIA

Bien que les militants de Boko Haram se soient livrés à des violences dans le Nord du Nigeria depuis 2009 environ, des attaques de plus en plus violentes ont débuté à la mi-2014. Cela a conduit à une crise de déplacement sans précédent dans le Nord-Est du Nigeria et dans le bassin du lac Tchad. Le nombre de personnes déplacées a rapidement augmenté, passant de 300 000

au début de 2014 à un million à la fin de cette même année. Il est passé à plus de deux millions en décembre 2015. Ensuite, le nombre de personnes déplacées a légèrement diminué jusqu'à la fin de 2017 et a augmenté à nouveau en 2018, pour atteindre plus de deux millions à la fin de cette dernière année.

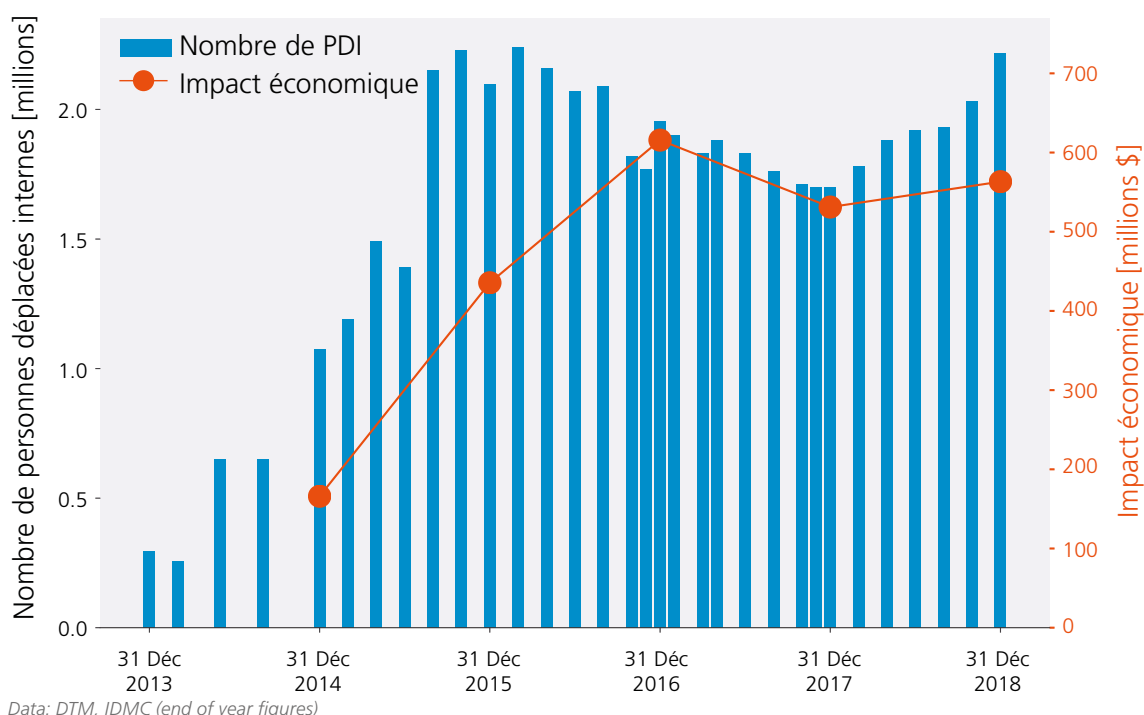
L'impact économique total des déplacements internes au cours de ces cinq années est estimé à 2,3 milliards de dollars, avec une moyenne annuelle d'un demi-milliard, ce qui correspond à 0,1 pour cent du PIB du Nigeria en 2013.

Les coûts les plus importants sont associés aux besoins de santé, principalement en raison de l'insécurité alimentaire des personnes déplacées. Ils représentent 35 pour cent de l'impact total. La plupart des personnes déplacées dépendent de l'aide alimentaire humanitaire.⁴⁵ La perte des moyens de subsistance des personnes déplacées, ainsi que les prix élevés des denrées alimentaires, la perturbation des flux commerciaux, la chute drastique de la production agricole et la fermeture de la plupart des marchés dans les zones touchées par le conflit, réduisent fortement leur accès à la nourriture. Les communautés d'accueil sont de moins en moins capables de nourrir les personnes déplacées avec leurs ressources existantes.

Les besoins en matière de soins de santé ne représentent que 6 pour cent du total, bien que toutes les personnes déplacées aient besoin d'une assistance sanitaire humanitaire. Le budget par personne affectée pour ce domaine est seulement de 16 dollars. La moitié de ce montant est consacrée à la sécurité et à l'éducation et centré sur les services primaires vitaux et sur le renforcement du système de santé pour prévenir les épidémies et y faire face.

La perte des moyens de subsistance a également un impact économique important, puisqu'elle représente 28 pour cent du total. Les personnes déplacées sont confrontées à une situation désastreuse en termes de moyens de subsistance, en raison du manque de revenus réguliers et de la concurrence pour les emplois dans les communautés d'accueil. Plus de 80 % des personnes déplacées désignent l'agriculture ou l'élevage comme leurs principales sources de revenus avant la crise. Cela rend leur dépendance à l'égard de l'aide extérieure inévitable à court terme.⁴⁶ Seuls 20 pour cent des personnes déplacées ont accès à une source de revenus.⁴⁷ Ramené à un taux d'emploi national d'environ 50 pour cent, environ 60 pour cent des personnes déplacées qui travaillaient auparavant ont perdu leur revenu à cause du déplacement.

SCHÉMA 15 : Nombre de personnes déplacées par le conflit au Nigeria et impacts économiques correspondants. Les données proviennent de l'OIM et d'IDMC.



Les besoins en matière de logement représentent 27 pour cent de l'impact économique total. Plus de 80 pour cent des personnes déplacées vivent dans des communautés d'accueil, où l'espace et les ressources sont surexploités et où les biens sont usés par un déplacement prolongé. La plupart des personnes déplacées campent dans des écoles, des églises ou des mosquées. Les normes humanitaires minimales en matière de logement, de nourriture, d'eau et d'assainissement ne sont pas respectées sur ces sites. On estime que 76 pour cent de l'ensemble des personnes déplacées, soit plus de 1,6 million de personnes, ont besoin d'une aide immédiate pour se loger et se procurer des articles ménagers essentiels.⁴⁸

Le coût de l'éducation est estimé à 15 millions de dollars en moyenne par an, en supposant que 100 pour cent des enfants déplacés à l'intérieur du pays entre 5 et 14 ans ont besoin d'un soutien éducatif. L'accès à l'éducation est gravement affecté par les fermetures généralisées, l'occupation des écoles et les attaques des insurgés contre les établissements scolaires. Au moins 338 écoles ont été détruites rien que dans les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe.⁴⁹

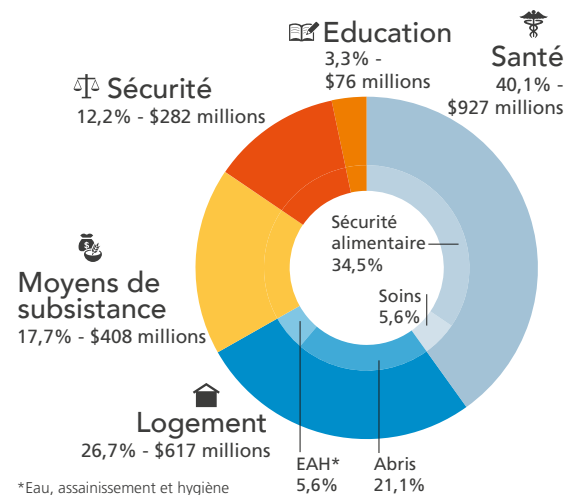
Les besoins en matière de sécurité représentent plus de 10 pour cent de l'impact économique total. Les personnes déplacées dans des sites temporaires vivent souvent dans des abris surpeuplés ou dans des zones isolées, peu sûres ou inhospitalières, et sont vulnérables à toutes les formes de risque, d'exploitation et d'abus. Dans les communautés d'accueil, les ressources sont épuisées, ce qui provoque des tensions entre les personnes déplacées et les familles d'accueil. Jusqu'à 1,8 million de personnes déplacées ne disposent pas d'un cadre juridique efficace pour leur protection.⁵⁰ Les besoins de la population touchée couvrent tout l'éventail des préoccupations en matière d'accès à la justice, en allant des violations des droits de l'homme, telles que la détention arbitraire, jusqu'aux affaires matrimoniales et familiales ainsi qu'aux questions de logement, de terre et de propriété.

TABLEAU 9 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, pour le Nigéria.

	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	2014-2015	80%	30\$
	2016-2017-2018	100%	75\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	De 2014 à 2018	80%	20\$
Moyens de subsistance	De 2014 à 2018	17% (60% des personnes déplacées qui travaillaient avant)	320\$
Education	De 2014 à 2018	27% (enfants âgés de 5 à 14 ans)	35\$
Santé : sécurité alimentaire	De 2014 à 2018	90%	110\$
Santé : soins	De 2014 à 2018	100%	16\$
Sécurité	De 2014 à 2018	100%	35\$

SCHÉMA 16 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes dus aux conflits au Nigéria par dimension, de janvier 2014 à décembre 2018.

IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$2,312 milliards



REPUBLIQUE DU CONGO

Le département du Pool de la République du Congo vit dans la violence et l'insécurité depuis avril 2016 en raison d'une insurrection de la milice Ninja et de l'offensive militaire gouvernementale qui a suivi. Cela a entraîné le déplacement de près d'une personne sur trois, soit un total de 107 000 personnes, dans les zones touchées à la fin de 2017. Le nombre de personnes déplacées est resté le même en 2018 malgré la cessation des hostilités en décembre 2017.

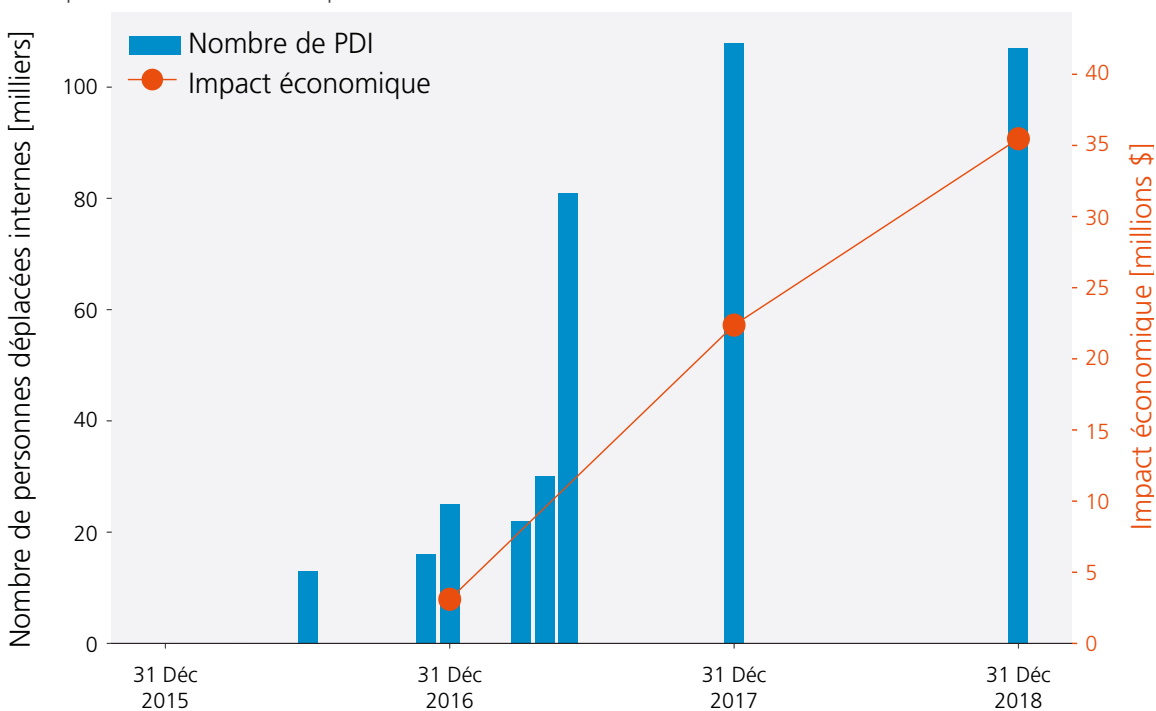
L'impact économique du déplacement dans le Pool est estimé d'avril 2016 à décembre 2018. Le coût total pendant cette période s'élève à 60 millions de dollars, dont 35 millions de dollars pour la seule année 2018. Cela correspond à 0,4 pour cent du PIB de la République du Congo en 2015.

L'impact majeur résulte des besoins en matière de santé, qui représentent 45 pour cent du total, dont 38 pour cent pour la sécurité alimentaire et 8 pour cent pour les soins de santé. Les personnes déplacées sont confrontées à de grandes difficultés pour accéder à la nourriture et aux marchés, un phénomène exacerbé par la forte volatilité des prix des denrées alimentaires de base dans les zones

touchées. En mai 2017, le prix nominal du kilo de fofou, un aliment de base obtenu à partir de farine de manioc, a augmenté de 85 pour cent à Mindouli et de 10 pour cent à Loutété, une ville accueillant des personnes déplacées dans la région de Bouenza. Les mêmes tendances sont observées pour le prix du riz, qui a augmenté de 55 pour cent sur la même période à Mindouli et de 25 pour cent à Kinkala.⁵¹ Ces augmentations des prix des denrées alimentaires ont entraîné des taux élevés de malnutrition aiguë atteignant 17,3 pour cent chez les enfants déplacés de moins de 5 ans.⁵² L'accès des personnes déplacées aux services de base et aux soins de santé s'est également détérioré. Cela est dû à l'isolement fréquent des personnes déplacées et à l'inadéquation des infrastructures sanitaires, de l'hygiène et des services d'assainissement. Ces facteurs favorisent la résurgence des épidémies, en particulier de la rougeole et du choléra.

La perte des moyens de subsistance représente près de 20 pour cent de l'impact économique total. La plupart des personnes déplacées n'ont plus accès à leurs sources de revenus habituelles, notamment l'agriculture, la pêche, la chasse et la cueillette. Dans de nombreux cas, elles manquent d'outils et de semences agricoles.⁵³ L'aide humanitaire vise les personnes déplacées les plus vulnérables, y compris les femmes chefs de famille, par la création d'emplois temporaires et une aide financière.

SCHÉMA 17 : Nombre de personnes déplacées par le conflit en République du Congo et impacts économiques correspondants. Les données proviennent de UNOCHA et d'IDMC.



Data: OCHA, IDMC (end of year figures)

Les coûts liés au logement représentent plus de 20 pour cent du total. Jusqu'à deux tiers de toutes les personnes déplacées vivent dans des familles d'accueil. Les infrastructures d'hébergement des personnes déplacées sont presque inexistantes. La réponse humanitaire consiste à utiliser des transferts d'argent et/ou des coupons afin d'améliorer les conditions de vie des personnes déplacées et des communautés d'accueil. Sur les sites de déplacement, des tentes, des kits et des bâches sont distribués pour construire des abris communautaires ou familiaux.

Les besoins en matière d'éducation et de protection représentent respectivement 6 et 8 pour cent de l'impact économique total. L'accès à l'éducation des enfants déplacés est extrêmement limité en raison des fermetures d'écoles et des dommages causés aux infrastructures scolaires. Ces phénomènes sont liés à la situation d'insécurité et ont entraîné un abandon scolaire généralisé. Les besoins de protection des personnes déplacées, en particulier des femmes et des enfants, ont été exacerbés par l'instabilité et la violence dans la région du Pool. Ces survivants ont été exposés à des attaques, à des violences sexuelles et à la perte ou à la séparation de membres de leur famille. De nombreux enfants déplacés n'ont pas non plus de certificat de naissance.⁵⁴

SCHÉMA 18 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes dus aux conflits en République du Congo par dimension, 2016-2018.

IMPACT ECONOMIQUE TOTAL = \$61 millions

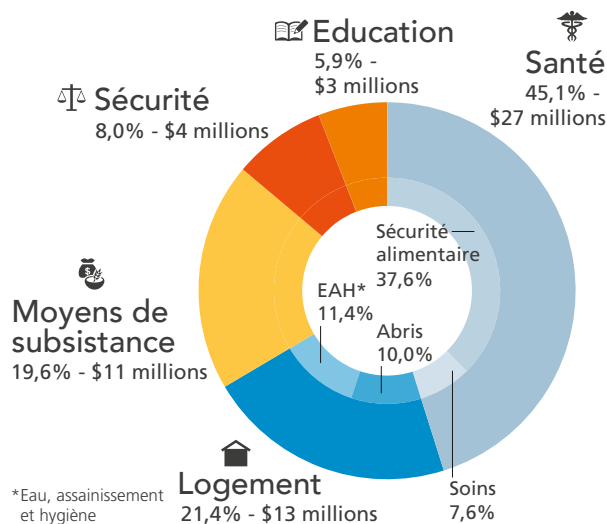


TABLEAU 10 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, pour la République du Congo.

	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	De 2016 à 2018	30%	110\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	De 2016 à 2018	75%	50\$
Moyens de subsistance	De 2016 à 2018	22% (60% des personnes déplacées qui travaillaient avant) ⁵⁵	300\$
Education	De 2016 à 2018	26% (100% des enfants de 5 à 14 ans)	75\$
Health: Food Security	De 2016 à 2018	70%	177\$
Health: Health-care	De 2016 à 2018	100%	25\$
Security	De 2016 à 2018	75%	35\$

ENCADRÉ 3 : SOMALIE

En Somalie, une sécheresse qui a sévi dans tout le pays a entraîné 892 000 nouveaux déplacements en 2017 et des milliers d'autres en 2018.⁵⁶ L'impact économique des déplacements consécutifs à la sécheresse a été estimé à 500 millions de dollars pour ces deux années, soit l'équivalent de 7,4 pour cent du PIB.

Le conflit a chassé 400 000 personnes de leur foyer entre janvier 2017 et août 2018, pour un impact estimé à 108 millions de dollars. Les inondations d'avril 2018 ont déplacé plus de 300 000 personnes, pour un coût supplémentaire de 19 millions de dollars.

Les effets cumulatifs de la sécheresse et des conflits, qui touchent souvent les mêmes personnes, ont entraîné une augmentation du coût de la prise en charge de leurs besoins fondamentaux, notamment en matière de nutrition.

Les détails de ces estimations pour la Somalie sont disponibles dans le rapport de l'Observatoire des situations de déplacement interne de mars 2019, *Unveiling the cost of internal displacement*.⁵⁷

SOUDAN

Les conflits récurrents entre les forces gouvernementales soudanaises et les mouvements armés ont lieu principalement au Darfour depuis 2003 et dans les États du Kordofan Sud et du Nil Bleu depuis 2011, affectant ou déplaçant directement des centaines de milliers de civils. En 2014, le conflit au Darfour a entraîné la mort de 2,5 millions de personnes déplacées (un demi-million seulement cette année-là), ce qui représente près d'un tiers de la population du Darfour. On estime qu'un demi-million de personnes supplémentaires sont déplacées dans des zones non contrôlées par le gouvernement dans le Sud Kordofan et le Nil Bleu. Selon des estimations récentes du gouvernement soudanais, le nombre de personnes déplacées au Darfour est descendu à deux millions en 2017. On compte également environ 386 000 personnes qui sont retournées volontairement dans leur lieu d'origine à travers le pays. Des lacunes importantes dans les données demeurent toutefois dans les zones non contrôlées par le gouvernement, car il est impossible d'accéder à ces populations.

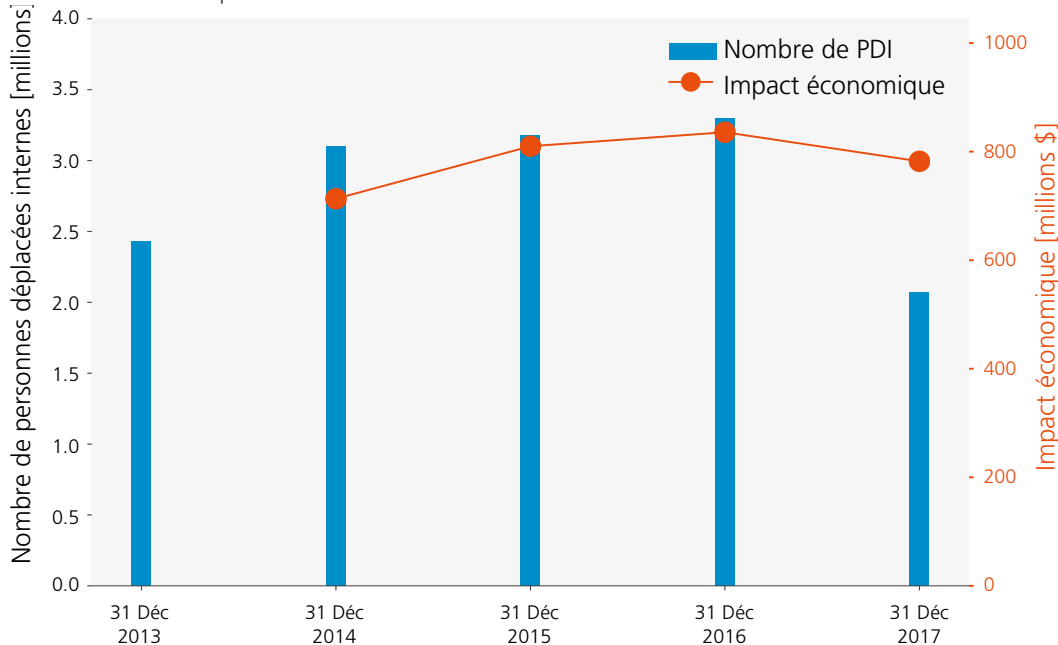
L'impact économique du déplacement est estimé de 2014 à 2017, lorsque les bilans des besoins humanitaires et les plans d'intervention humanitaire étaient disponibles. Elles s'élèvent à un total de 3 milliards de

dollars, avec des coûts et des pertes moyens de 785 millions de dollars par an, soit près de un pour cent du PIB du Soudan.

Bien que leur nombre ait diminué en 2017, la proportion de personnes déplacées qui ont besoin d'assistance a augmenté par rapport aux années précédentes dans la plupart des régions. Cela est dû à de multiples facteurs. Alors que la production agricole s'est améliorée en 2017, une hausse des prix des denrées alimentaires non compensée par une augmentation proportionnelle des revenus des personnes déplacées a accru l'insécurité alimentaire. Il y a également eu des épidémies, en particulier une épidémie de diarrhée aiguë, qui a commencé en 2016 et s'est poursuivie tout au long de 2017. L'accès à des zones nouvellement accessibles dans le Jebel Marra, le Kordofan méridional et le Nil bleu a permis de constater une grave malnutrition, avec un accès aux services de base inférieur aux seuils d'urgence pour les personnes déplacées.

Plus de la moitié des impacts économiques associés aux déplacements internes proviennent de la perte des moyens de subsistance. Les déplacements prolongés ont perturbé les activités de subsistance traditionnelles et érodé la résilience des communautés. Les personnes déplacées sont rendues plus vulnérables en raison de leur accès réduit aux ressources naturelles, telles que la

SCHÉMA 19 : Nombre de personnes déplacées par les conflits au Soudan et impacts économiques correspondants. Les données proviennent d'IDMC.



Data: IDMC

terre et l'eau, ce qui affecte les occasions d'avoir des moyens de subsistance.

L'insécurité alimentaire représente le deuxième impact économique le plus important avec 18 pour cent du total. L'inflation des prix des produits agricoles a exacerbé les problèmes d'accès à la nourriture pour les personnes déplacées. Le déplacement a également augmenté la malnutrition chez les enfants, en situation d'urgence depuis des dizaines d'années.

Les besoins en matière de soins de santé représentent 6 pour cent de l'ensemble des impacts économiques. Les coûts de santé ne prennent en compte que les besoins prioritaires des personnes déplacées, notamment le traitement des blessures et des traumatismes, les soins de santé maternelle et infantile, la vaccination ainsi que le traitement des maladies endémiques et chroniques. Par exemple, il y a eu des cas de syndrome de jaunisse aiguë, d'hépatite E et de diarrhée directement liés à un assainissement inadéquat et à un manque d'eau potable dans les camps du Nord et du Sud du Darfour en 2014.⁵⁸

Le coût du logement est plus faible que dans la plupart des pays, représentant moins de 10 pour cent du total. Les plans d'intervention humanitaire pour le Soudan sont conçus, comme dans le cas de la santé, pour ne fournir que des abris et des articles d'urgence afin de sauver des vies, d'apporter une aide en cas de conditions climatiques difficiles et de rétablir un sentiment de dignité. Ils ne sont pas conçus comme des solutions à long terme.

Par contraste, les coûts de l'éducation sont relativement importants par rapport à d'autres pays, atteignant 9 pour cent de l'impact total. Cela s'explique par le fait que les enfants représentent 60 pour cent de la population déplacée et que les coûts par élève sont élevés, soit 80 dollars. L'éducation des enfants déplacés est très compromise. Les écoles et autres espaces d'apprentissage dans les communautés d'accueil sont surpeuplés et largement incapables de répondre à la forte demande. Dans 30 des 60 camps de personnes déplacées au Darfour, il y a 90 à 120 élèves par classe ; 64 pour cent des écoles de déplacés ne sont pas reliées à des sources d'eau, 46 pour cent des écoles n'ont pas accès aux fournitures scolaires essentielles, et il y a une latrine pour 358 garçons et une pour 300 filles. L'éducation post-primaire est largement inexistante dans les camps.

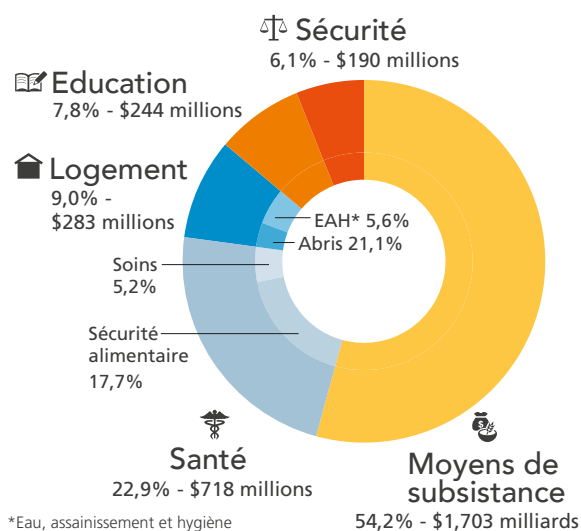
Les besoins en matière de sécurité représentent 7 pour cent de l'ensemble des impacts économiques. Les personnes déplacées courent un risque accru de violence physique et d'exploitation. Des cas d'agression, de vol et de violence sexiste ont été constatés dans les zones touchées par le conflit. Les personnes déplacées, en particulier les enfants, sont également vulnérables à la traite des humains, aux mariages précoces et aux abus, ainsi qu'au recrutement dans des gangs armés.

TABLEAU 11 : Pourcentage de la population déplacée interne totale impactée dans chaque dimension et coût ou perte financière correspondant, par personne affectée et par année, pour le Soudan.

	Années	Personnes déplacées dans le besoin	Coût/ Perte par personne affectée
Logement : abri + articles non alimentaires + coordination et gestion du camp	De 2014 to 2017	30%	32\$
Logement : eau, assainissement et hygiène	De 2014 à 2016	65%	20\$
	2017	95%	20\$
Moyens de subsistance	De 2014 à 2017	14% (60% des personnes déplacées qui travaillaient avant) ⁵⁹	1000\$
Education	De 2014 à 2016	30% (75% des enfants âgés de 5 à 14 ans)	80\$
	2017	40% (100%)	80\$
Santé : sécurité alimentaire	De 2014 à 2016	55%	81\$
	2017	95%	58\$
Santé : soins	De 2014 à 2016	70%	18\$
	2017	100%	18\$
Sécurité	De 2014 à 2016	60%	25\$
	2017	80%	25\$

SCHÉMA 20 : Impacts économiques cumulés des déplacements internes dus au conflit au Soudan par dimension, 2014-2017.

IMPACT ECONOMIC TOTAL = \$3,141 milliards



ENCADRÉ 4 : SOUDAN DU SUD

Le conflit au Soudan du Sud a commencé en décembre 2013 et a provoqué la fuite de plus de trois millions de personnes.⁶⁰ L'impact économique de cette crise, de décembre 2013 à décembre 2017, est estimé à 2,6 milliards de dollars. En moyenne, chaque année, les déplacements internes ont privé l'économie de l'équivalent de 4,3 pour cent du PIB du pays avant la crise.

Les besoins nutritionnels des personnes déplacées représentent le principal impact économique, atteignant 38 pour cent du total. Le conflit prolongé a conduit à une grave insécurité alimentaire touchant six millions de personnes, dont 1,1 million d'enfants mal nourris en 2017.⁶¹

La perte des moyens de subsistance a également été importante, estimée à 20 pour cent du total. Moins de 30 pour cent de l'ensemble des personnes déplacées auraient une source de revenus fiable et durable.⁶²

Les détails de ces estimations pour le Soudan du Sud sont disponibles dans le rapport de l'Observatoire des situations de déplacement interne de mars 2019, *Unveiling the cost of internal displacement*.⁶³

ANALYSES COMPLÉMENTAIRES

Les évaluations présentées pays par pays dans la section précédente n'évaluent que les coûts et les pertes financières associés aux conséquences les plus directes des déplacements internes sur la santé, le logement, l'éducation, la sécurité et les moyens de subsistance. Elles ne tiennent pas compte des conséquences à plus long terme. Elles ne tiennent pas non plus compte des coûts et des pertes subis par les communautés d'accueil ou les autres personnes concernées. On doit donc les interpréter comme étant des sous-estimations de l'impact économique réel du déplacement interne.

Pour compléter et nuancer ces évaluations, d'autres méthodes ont été développées, notamment des projections statistiques pour combler les lacunes là où les données ne sont pas directement disponibles, la collecte de données primaires pour obtenir des informations plus fines sur les impacts économiques des déplacements internes ainsi que des modèles probabilistes pour permettre une meilleure planification. Cette section présente ces outils et les applique aux pays d'Afrique subsaharienne.

PROJECTIONS MODELISEES

Les estimations présentées dans la section précédente sont basées sur des données spécifiques à chaque pays, disponibles dans les plans d'intervention humanitaire et autres rapports. Cette méthodologie permet d'obtenir des estimations aussi précises que possible pour un pays donné, mais n'est applicable qu'aux pays pour lesquels de tels rapports sont disponibles.

Des projections, modélisées en supposant une corrélation entre les impacts économiques des déplacements internes et le niveau de développement socio-économique des pays, peuvent utiliser ces données et estimer les coûts et les pertes financières dans les pays où elles ne sont pas disponibles.⁶⁴

En 2018, des personnes ont été déplacées internes en raison de conflits ou de violences dans 22 pays de la région. Pour 13 d'entre eux, il existe des données permettant d'estimer l'impact économique du déplacement. Elles sont présentées en détail dans la section précédente. Pour les neuf pays qui ne disposent pas de ces données, des projections modélisées sont ici utilisées.

Deux méthodes différentes, la régression linéaire et celle des k plus proches voisins, ont été appliquées et recoupées pour estimer les impacts économiques des déplacements internes dus aux conflits au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, à Madagascar, au Mozambique, en Sierra Leone et en Ouganda. Les résultats de ces estimations sont présentés dans le tableau 2.⁶⁵

En ajoutant ces chiffres aux estimations présentées dans la section précédente, l'impact économique total des déplacements internes dus aux conflits en Afrique subsaharienne en 2018 s'élève à 4 milliards de dollars, soit 0,4 pour cent du PIB total de ces pays touchés.

Ces chiffres donnent une idée de l'ampleur des impacts du déplacement interne au niveau des pays mais, comme les chiffres présentés dans la première partie de ce rapport, ils ne fournissent pas d'informations détaillées sur les coûts et les pertes auxquels les personnes touchées sont confrontées. Ce type d'informations n'est pas facilement disponible, mais il est essentiel pour comprendre où l'aide humanitaire et les investissements sont les plus nécessaires. Pour combler ce manque de connaissances, un nouvel outil de collecte de données primaires a été développé et testé dans quatre pays africains en 2019.

TABEAU 13 : Estimation de l'impact économique des déplacements internes dus aux conflits dans les pays sub-Sahariens avec et sans données disponibles en 2018

Pays sans données disponibles	Coût par personne déplacée interne en \$	Nombre moyen de PDI en 2018	Coût total pour 2018 en million de \$
Bénin	364	1 750	0,64
Burkina Faso	411	23 450	9,6
Côte d'Ivoire	373	3 100	1,2
Ghana	341	2 500	0,85
Kenya	296	170 000	5
Madagascar	333	500	0,17
Mozambique	358	1 960	0,7
Sierra Leone	350	1 500	0,53
Ouganda	299	5 150	1,5
Pays avec données disponibles			
Burundi	213	45 580	9,7
Cameroun	297	239 000	71
République centrafricaine	458	665 000	305
Tchad	453	128 750	58
République du Congo	330	107 500	35,5
République démocratique du Congo	264	3 780 500	998
Ethiopie	326	1 333 000	435
Mali	397	79 000	31,4
Niger	535	150 000	80
Nigeria	284	1 916 000	544
Somalia	353	321 000	113
Soudan du Sud	406	1 884 000	765
Soudan	266	2 072 000	551
Régional			
Régional	350	12 931 240	4 017

COLLECTE DE DONNÉES PRIMAIRES

Les gouvernements, les fournisseurs d'aide humanitaire et les organisations de développement consacrent des millions à l'aide aux personnes touchées par les déplacements internes, bien que leurs budgets soient rarement suffisants pour répondre aux besoins des personnes déplacées. Toutefois, les personnes déplacées et, souvent, les communautés d'accueil, sont celles qui supportent les coûts les plus élevés, tant en termes d'impact humain qu'en termes économiques.

Il est essentiel d'informer les acteurs nationaux et internationaux de leurs besoins les plus urgents en termes quantifiables, ce qui peut contribuer à améliorer la planification, la budgétisation et la collecte de fonds. À cette fin, l'Observatoire des situations de déplacement interne a élaboré une enquête standard pour recueillir des données primaires auprès des personnes déplacées et des communautés d'accueil sur les conséquences financières du déplacement interne sur leurs moyens de subsistance, leur logement, leur sécurité, leur accès aux soins de santé et à l'éducation.

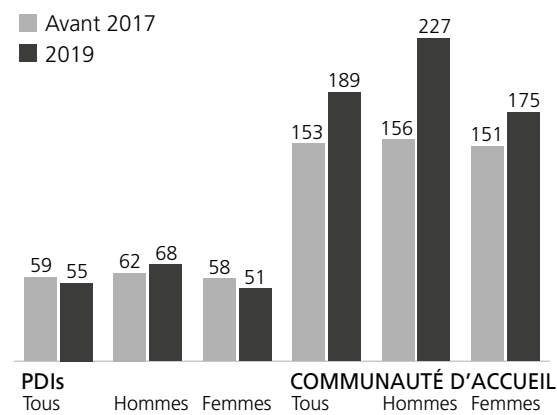
L'outil, qui comporte 100 questions, peut servir dans différents contextes de déplacement et a été testé au Eswatini, en Somalie, au Kenya et en Éthiopie auprès de personnes touchées par des déplacements à court, moyen et long terme causés par les tempêtes, la sécheresse et la violence. Les informations recueillies peuvent aider à concevoir des programmes d'aide financière pour les interventions d'urgence et à mesurer les résultats de l'aide sur le long terme. Il peut également permettre de mesurer les impacts auxquels il faut encore faire face après des années de déplacement et de comparer les avantages de l'action et les coûts de l'inaction.

Dans la section précédente, par exemple, la perte de revenu résultant du déplacement interne est estimée à l'aide d'informations sur le chômage ou la baisse de revenu des personnes déplacées et d'une mesure du revenu individuel telle que le revenu médian ou le PIB par habitant, transférée à la population déplacée interne précédemment employée.

En Somalie, les résultats de l'enquête ont confirmé une baisse de 11 points du pourcentage de personnes déplacées par la sécheresse qui touchent un revenu du travail,

et une réduction de leur revenu mensuel moyen de 59 à 55 dollars (Schéma 21). L'enquête a également montré que 44 pour cent des personnes interrogées qui avaient auparavant un emploi sont devenues sans-emploi à la suite de leur déplacement et le sont restées pendant plus de six mois.⁶⁶ Elle a montré une forte augmentation du pourcentage d'hôtes interrogés qui tirent un revenu de leur travail, et de leur revenu mensuel moyen ce qui pourrait être une conséquence de la croissance économique de la région de Banadir liée à l'arrivée de centaines de milliers de personnes déplacées.

SCHÉMA 21 : Revenu mensuel moyen provenant du travail des personnes déplacées et des hôtes qui ont été interrogés à Banadir, en Somalie, avant 2017 et en 2019



Au Kenya, l'enquête a révélé que 11 ans après un premier déplacement associé à la violence post-électorale, de nombreuses personnes déplacées souffrent encore de répercussions financières. Quarante pour cent des personnes déplacées interrogées possédaient une maison dans leur région d'origine, d'une valeur moyenne estimée à 2 300 \$ par ménage.⁶⁷ La perte par ménage est estimée à 8 400 \$, en comptant tous les biens qu'ils ont laissés lors de leur fuite. Bien que le gouvernement ait fourni des abris d'urgence et un soutien financier aux personnes déplacées pour qu'elles puissent acheter des terrains et construire de nouvelles maisons dans leurs zones d'accueil, ces pertes n'ont jamais été compensées. Plus de dix ans plus tard, 61 % des personnes déplacées interrogées sont toujours moins satisfaites de leurs conditions de logement actuelles que de celles qu'elles avaient auparavant.

Un tel niveau de détail est rarement disponible pour évaluer les conséquences du déplacement interne. Cela peut aider à concevoir et à évaluer l'efficacité de l'aide à court et à long terme afin d'arriver à des solutions durables.

DÉFICIT DES RESSOURCES FISCALES

Il est essentiel d'investir dans de meilleures réponses pour faire face aux déplacements internes, mais il est encore plus efficace d'investir pour les prévenir complètement. Des modèles probabilistes ont été développés et sont en train d'être affinés et étendus pour prévoir les déplacements futurs consécutifs à des catastrophes survenant soudainement. Ils seront bientôt utilisés pour prédire les déplacements dus aux conflits et à la violence.⁶⁸

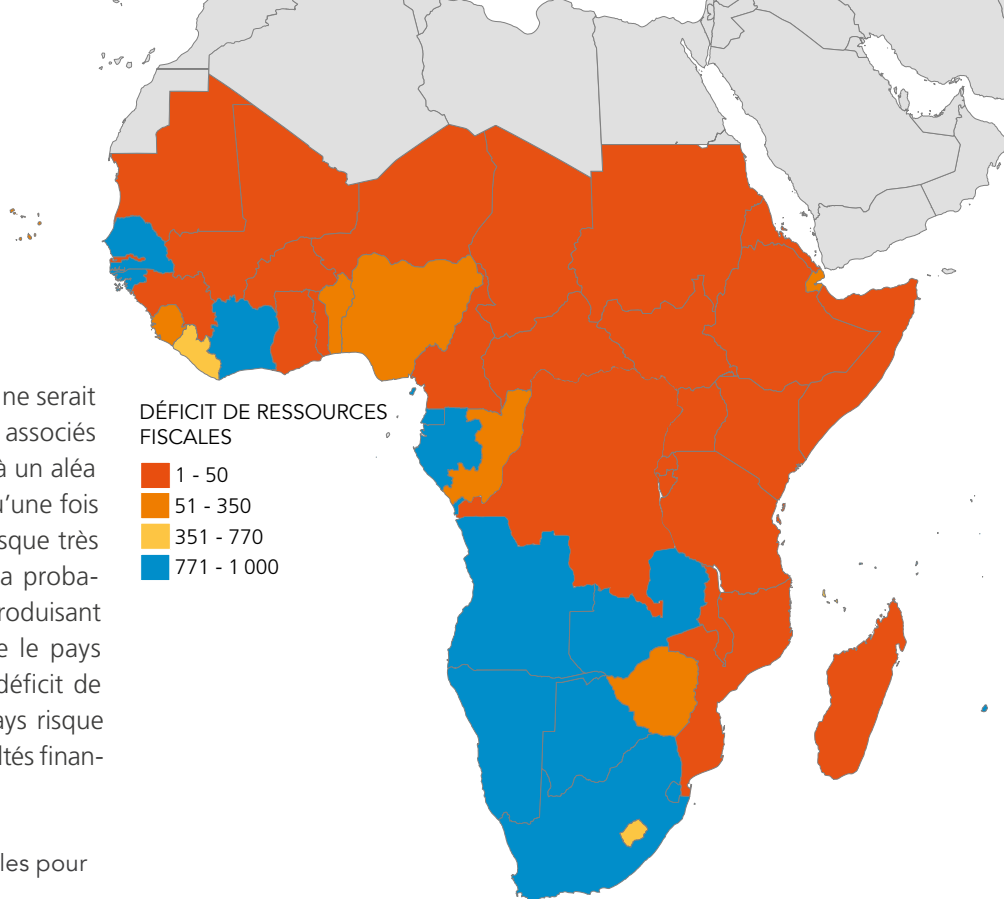
Une nouvelle méthodologie a été élaborée sur la base des travaux antérieurs de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués sur la modélisation de la simulation des catastrophes (CatSim) et sur les estimations de l'Observatoire des situations de déplacement interne concernant les impacts économiques des déplacements internes et le modèle de risque de déplacement associé aux catastrophes. La méthodologie a été développée pour estimer le déficit fiscal auquel les gouvernements pourraient être confrontés dans les années à venir en raison des déplacements internes.⁶⁹

L'un des principaux objectifs de cet outil est d'aider à intégrer les risques associés aux déplacements internes dans la préparation du budget et les plans de développement. Historiquement, les pays planifient plutôt ces pertes financières au cas par cas, par exemple en redistribuant des fonds prévus pour d'autres parties du budget national.

La méthodologie combine des estimations du risque financier auquel un pays est exposé en raison de déplacements internes, avec une évaluation de la résilience fiscale du gouvernement c'est-à-dire sa capacité à accéder à des financements tels que l'épargne intérieure ou extérieure. La combinaison de la résilience budgétaire et des pertes probabilistes permet d'évaluer le risque budgétaire, c'est-à-dire le manque d'accès du gouvernement à l'épargne intérieure et extérieure nécessaire pour couvrir les coûts liés au déplacement interne. Le déficit de ressources fiscales est défini comme la période de revenus fiscaux après laquelle le gouvernement ne sera plus en mesure de couvrir ces pertes.

Le tableau 3 présente les déficits de ressources fiscales pour tous les pays d'Afrique subsaharienne évalués.

SCHÉMA 22 : Carte des déficits de ressources fiscales liés aux impacts économiques des déplacements internes résultant de catastrophes en Afrique subsaharienne



Cela signifie, par exemple, que l'Angola ne serait pas en mesure de supporter les coûts associés aux déplacements internes consécutifs à un aléa naturel susceptible de ne se produire qu'une fois tous les 1 000 ans, soit un niveau de risque très faible. Le Tchad, en revanche, atteindra probablement ce seuil si un aléa naturel se produisant en moyenne tous les deux ans frappe le pays et déclenche un déplacement. Plus le déficit de ressources fiscales est faible, plus le pays risque d'être confronté rapidement à des difficultés financières en raison du déplacement.

TABLEAU 15 : Déficit de ressources fiscales pour l'Afrique subsaharienne

Pays	Déficit des ressources fiscales
Angola	1000
Bénin	61
Botswana	1000
Burkina Faso	7
Burundi	6
Cap-Vert	112
Cameroun	11
République centrafricaine	11
Tchad	2
Comores	455
Rép. Dém. du Congo	10
Rép. Congo	108
Côte d'Ivoire	1000
Djibouti	54
Guinée Equatoriale	1000
Erythrée	11
Eswatini	1000
Ethiopie	9
Gabon	1000
Gambie	22
Ghana	15
Guinée	42
Guinée-Bissau	1000
Kenya	39

Pays	Déficit des ressources fiscales
Lesotho	368
Libéria	368
Madagascar	3
Malawi	3
Mali	13
Mauritanie	5
Ile Maurice	1000
Mozambique	11
Namibie	1000
Niger	9
Nigéria	86
Rwanda	21
Sénégal	1000
Seychelles	1000
Sierra Leone	84
Somalie	8
Afrique du Sud	1000
Soudan du Sud	5
Soudan	12
Tanzanie	1
Togo	34
Ouganda	10
Zambie	1000
Zimbabwe	287



En 2016, Philomene et ses 6 enfants furent déplacés lorsque leur village fut attaqué par des hommes armés en République Centrafricaine. Après un an à vivre dans une église, ils arrivèrent au camp de Lazare, Kaga Bandoro. Philomene est handicapée: elle souffre de dystrophie musculaire. "Je voudrais pouvoir utiliser mes jambes pour que mon fils ne soit pas obligé de rater l'école afin d'aller chercher du bois. C'est notre seule source de revenu. Il ramasse du bois et nous le vendons. Nous gagnons environ 300 francs CFA (46 centimes de dollars) par jour, juste assez pour acheter de la poudre de manioc." Photo: NRC/Hajer Naili, octobre 2018

Au niveau mondial, la valeur moyenne du déficit des ressources fiscales est de 550, contre 319 pour l'Afrique subsaharienne. Cela montre que les gouvernements africains seront probablement incapables de faire face aux conséquences financières des déplacements internes plus précocement que les gouvernements de nombreuses autres régions.

Le schéma 22 illustre ces résultats sur une carte sur laquelle les pays qui seront plus précocement confrontés à un déficit de ressources fiscales sont plus clairs.

Les pays qui risquent le plus de ne pas être en mesure de contrer les effets économiques des déplacements internes à court et moyen terme sont précisément ceux qui luttent déjà contre des niveaux de développement plus faibles tout en étant exposés à un risque de déplacement important du fait des catastrophes.

Les déficits de ressources fiscales ne prennent en compte que les impacts économiques des déplacements internes, et non la catastrophe elle-même, comme par exemple la destruction de logements ou d'infrastructures. Si l'on ajoute ces éléments, les budgets gouvernementaux s'épuiseraient encore plus vite que ce qui est estimé ici. Enfin, ce modèle ne prend en compte que le risque de déplacement interne associé aux catastrophes. Les déplacements internes liés aux conflits ou au changement climatique constitueraient une charge supplémentaire pour nombre de ces pays qui sont régulièrement touchés par ces phénomènes.

CONCLUSION

Ce rapport présente les premières estimations de l'impact économique des déplacements internes sur tous les pays subsahariens concernés, en utilisant des innovations méthodologiques qui commencent à combler un important déficit de connaissances. Ces informations doivent souligner l'ampleur des conséquences du déplacement sur les personnes déplacées, leurs hôtes et leurs sociétés dans leur ensemble. Elles devraient encourager des investissements plus importants et plus pertinents dans les domaines de la prévention et de l'intervention en vue d'atténuer les conséquences sur la vie des personnes concernées, leur bien-être et l'économie.

Au niveau régional, on estime que les déplacements internes coûtent aux pays subsahariens un total de 4 milliards de dollars par an. Au niveau national, ces pays ont perdu jusqu'à 11 pour cent de leur PIB d'avant-crise pour la République centrafricaine ou 6 pour cent pour la Somalie, par année de déplacement. Les pays du Sahel et d'Afrique de l'Est sont les moins susceptibles de pouvoir faire face aux coûts et aux pertes engendrés par les déplacements prévus dans les années à venir.

Au niveau individuel, plus d'un tiers des personnes interrogées déplacées par la sécheresse en Somalie et qui gagnaient auparavant un revenu du travail ont perdu au moins six mois de salaire à cause de leur déplacement. Au Kenya, la valeur moyenne des maisons et des biens que les personnes déplacées ont laissés derrière elles en 2007 lorsqu'elles ont fui les violences post-électorales s'élève à 8 400 dollars : une perte presque impossible à surmonter dans une vie sans un soutien suffisant.

La gamme d'outils disponibles pour mieux comprendre et mesurer l'impact des déplacements internes en termes de moyens de subsistance, de santé, d'éducation, de sécurité et d'accès au logement ainsi qu'aux infrastructures s'élargit. Grâce à des informations plus complètes et plus détaillées, les plans d'intervention et les mesures préventives peuvent être mieux adaptés aux besoins les plus urgents des personnes déplacées et de leurs hôtes, ainsi qu'aux ressources des gouvernements et des pourvoyeurs d'aide.



Les déplacés internes et agriculteurs de la communauté d'accueil peuvent obtenir des intrants (graines, engrais, équipement) pour cultiver des graines et des haricots. Comme la saison des pluies est sur le point de commencer dans le nord-est du Nigéria, il est essentiel que ces agriculteurs commencent à semer dès maintenant pour pouvoir récolter à la fin de la saison des pluies. Si l'année est bonne ils auront assez de récoltes pour nourrir leurs familles et générer un revenu supplémentaire. Photo: NRC/Hajer Naili, juin 2018

ANNEXE

METHODOLOGIQUE

Les impacts économiques des déplacements internes sont estimés selon cinq catégories : le logement, les moyens de subsistance, l'éducation, la santé et la sécurité. Ils sont exprimés soit en termes de coûts supplémentaires nécessaires pour répondre aux besoins des personnes déplacées, soit en termes de pertes par rapport à leur situation avant le déplacement.

Pour les catégories santé, éducation, logement et sécurité, nos estimations sont basées sur les fonds requis dans les plans d'intervention humanitaire pour répondre aux besoins des personnes déplacées. En particulier, nous calculons le coût par personne affectée (C_{cap}) dans chaque mesure (m) comme étant le budget total (R_{tot}) requis par les organisations humanitaires pour répondre aux besoins des personnes déplacées dans cette même mesure divisé par le nombre de personnes déplacées ciblées (N_{target}) :

$$C_{cap}(m) = \frac{R_{tot}(m)}{N_{target}(m)}$$

m = Alimentation, Santé, Education, etc

Il est calculé pour une année spécifique. Pour les événements pluriannuels, la valeur de $C_{cap}(m)$ peut changer chaque année, bien que des variations importantes soient rares.

Lorsque les informations sur les besoins spécifiques des personnes déplacées ne sont pas disponibles, le coût par personne concernée est calculé sur la base des besoins totaux de la population ciblée, y compris des personnes concernées, qu'elles soient déplacées ou non.

L'impact économique du déplacement interne sur le **logement** est mesuré en fonction du coût de la fourniture d'abris, de logements temporaires ou d'autres formes d'aide au logement aux personnes déplacées. Nous utilisons plusieurs mesures des plans d'intervention humanitaire pour comptabiliser ce coût :

| Fourniture de solutions ou de soutien pour les abris d'urgence/de transition (par exemple, des camps, des centres collectifs, des établissements informels) et d'articles non alimentaires (comme des ustensiles de cuisine, des couvertures, des vêtements, etc.) Dans certains pays, cela peut également inclure un soutien financier pour le loyer, ou la réparation et le retour au domicile.

| Fournir ou améliorer l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires de base et aux articles d'hygiène.

| Coordination et gestion des camps. Ceci s'applique uniquement aux personnes déplacées vivant dans des camps ou des centres collectifs.

Les impacts économiques du déplacement interne sur **l'éducation** sont matérialisés par le coût de la fourniture d'une éducation temporaire aux enfants déplacés à l'intérieur du pays qui vivent dans des camps ou dans des communautés d'accueil. Cela couvre les coûts de la fourniture ou du rétablissement d'activités éducatives pour les enfants déplacés dans des environnements sains et sûrs. Le soutien psychologique aux enfants est explicitement inclus dans quelques cas. Dans notre analyse, le coût par personne affectée associé à cette mesure est appliqué uniquement aux enfants déplacés en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire, entre 5 et 14 ans.

Nos chiffres en matière d'éducation sont largement sous-estimés. Cela est dû au fait qu'ils résultent des fonds que les organisations humanitaires demandent pour l'éducation, un domaine toujours parmi les moins financés dans les crises. Nos chiffres ne prennent pas non plus en compte les impacts vraisemblablement importants des obstacles à l'éducation sur les revenus futurs des enfants déplacés, sur la consommation ou sur les impôts sur le revenu, ni les effets du déplacement sur

les enfants laissés pour compte dans les communautés d'origine ou dans les communautés d'accueil où les salles de classe peuvent être surpeuplées.

Les impacts économiques des déplacements internes sur la **santé** sont matérialisés par le coût de la prise en charge des besoins nutritionnels des personnes déplacées et de la fourniture de soins de santé primaires ou d'urgence.

La première catégorie consiste à couvrir les coûts de l'aide alimentaire et de l'amélioration de l'accès à la sécurité alimentaire, ainsi que de l'aide nutritionnelle pour les enfants de moins de cinq ans et pour les femmes enceintes ou allaitantes exposés au risque de malnutrition. Les données de la Banque Mondiale sont utilisées pour calculer le nombre de personnes déplacées de moins de cinq ans et de femmes enceintes ou allaitantes.

La deuxième catégorie prend en compte les coûts de la dispense de services de santé primaires d'urgence ou essentiels aux personnes déplacées, y compris la prévention et la réaction face aux maladies transmissibles ainsi que la couverture vaccinale des enfants de moins de cinq ans. Les soins de santé d'urgence sont généralement fournis par des organisations humanitaires, en particulier dans les situations de conflit.

Les impacts économiques des déplacements internes sur la **sécurité** sont représentés par le coût de la sécurisation des camps et des zones d'accueil. Il s'agit notamment de garantir des services de protection de base aux personnes déplacées, en accordant une attention particulière à la violence à l'égard des enfants et des femmes ainsi qu'aux violations des droits de l'homme. Cela inclut également le suivi de la protection, la défense des droits et l'intervention, ainsi que le renforcement des mécanismes communautaires pour identifier et réagir face aux problèmes de protection mais aussi l'assistance juridique et la défense de l'accès aux services et la fourniture de documentation, de même que le soutien psychologique et l'aide matérielle aux survivants de violences.

Les coûts économiques par personne concernée sont ensuite traduits en coûts économiques totaux de déplacement liés à un événement de la manière suivante. Ils sont proportionnels au nombre de personnes déplacées et à la durée de leur déplacement. Nous pouvons définir les coûts économiques totaux estimés (EEC) au moyen de la formule :

$$EEC = \int_{\text{begin}}^{\text{end}} C_{cap}(t) * n_{IDP}(t) dt ,$$

où $n_{IDP}(t)$ est le nombre de personnes déplacées au temps t , mesuré en années. Les moments de début et de fin de chaque événement particulier sont précisés au cas par cas. Ici, $C_{cap}(t)$ est la somme des coûts par personne concernée de chaque mesure utilisée dans l'analyse, $C_{cap}(t) = \sum_{m \in metrics} C_{cap}(m, t)$. En supposant que $C_{cap}(t)$ soit constant au moins à l'échelle d'une année, nous pouvons écrire les coûts économiques totaux comme la somme des coûts économiques sur toutes les années entre le moment du début et celui de la fin de l'événement considéré :

$$EEC \cong \sum_{y \in years} C_{cap}(y) * \bar{n}_{IDP}(y),$$

$$\text{où } \bar{n}_{IDP}(y) = \int_{01/01/y}^{31/12/y} n_{IDP}(t) dt .$$

$\bar{n}_{IDP}(y)$ est le nombre moyen de personnes déplacées dans l'année y .

L'évolution du nombre de personnes déplacées dans le temps est un élément d'information essentiel pour estimer précisément les impacts économiques. Le nombre de personnes déplacées peut passer de zéro à des millions, ou inversement, en une seule année. Comme il n'est que partiellement possible de suivre le nombre de personnes déplacées dans le temps, nous ne pouvons souvent utiliser que le nombre de personnes déplacées au début et à la fin de la période choisie et au début de chaque année dans l'intervalle. Une interpolation linéaire est alors utilisée pour estimer les données manquantes.

Notre manière de comptabiliser les impacts économiques du déplacement interne sur les moyens de subsistance diffère, tant par la méthodologie que par la source de données, de celle des catégories précédemment évoquées. Dans ce cas, nous estimons les pertes dues à l'incapacité des personnes déplacées à poursuivre une activité professionnelle en raison de leur déplacement. Dans l'année y , ce chiffre est calculé en multipliant la moyenne des moyens de subsistance perdus au sein des personnes déplacées (all_m) par le nombre de personnes déplacées qui ont perdu leur revenu en raison du déplacement :

$$EL(y) = all_m(y) * \bar{n}_{IDP}(y) * f_{15+} * f_w * f_{lost},$$

où f_{15+} est la fraction de la population en âge de travailler, f_w est la fraction de la population en âge de travailler employée avant l'événement ou parmi la population non déplacée, et f_{lost} ont perdu leurs revenus. Selon la définition de la Banque Mondiale et de l'Organisation Internationale du Travail, la population en âge de travailler est considérée pour toutes les personnes de 15 ans et plus. Les informations sur f_{15+} et f_w sont tirées de la base de données de la Banque Mondiale, tandis que la valeur de f_{lost} est obtenue à partir des plans d'intervention humanitaire ou des évaluations de la matrice de suivi des déplacements. Dans quelques cas, les informations concernent l'augmentation du chômage (Δf_w) parmi les personnes déplacées après le déplacement par rapport à avant ou par rapport à la population non déplacée. Il s'agit simplement d'un rapport avec les chiffres précédents par $\Delta f_w = f_w * f_{lost}$.

Comme indicateur de référence pour la perte moyenne de moyens de subsistance parmi les personnes déplacées, all_m , nous utilisons le revenu national médian par habitant ou, à défaut, la consommation annuelle médiane par habitant, provenant de la base de données PovcalNet.

Nos chiffres pour cette catégorie sont limités par un manque de connaissance sur la perte réelle de revenus due au déplacement interne, en particulier dans les pays où peu d'informations sont disponibles. Une autre limite est que la perte de revenus peut être causée par d'autres facteurs, tels que la destruction des installations de production par un conflit ou une catastrophe naturelle. Enfin, le fait de comptabiliser uniquement la perte de revenus n'inclut pas les autres impacts économiques du déplacement interne sur les moyens de subsistance, tels que la perte d'épargne ou d'autres actifs qui peuvent avoir été laissés dans la région d'origine.

Il est important de souligner que les données que nous utilisons pour évaluer les coûts et les pertes économiques s'appliquent parfois à toutes les personnes concernées, y compris les personnes déplacées et leurs hôtes. Faute de meilleures informations, nous supposons que ces coûts et pertes sont répartis de manière égale entre les personnes déplacées et leurs hôtes.

Une autre limite est la distinction entre les coûts et les pertes associés au déplacement interne et ceux associés à l'événement lui-même, comme par exemple les destructions causées par un risque naturel.

REFERENCES

- 1 IDMC. [The Ripple Effect: economic impacts of internal displacement. Conceptual Framework](#). 2018.
- 2 IDMC. [Unveiling the cost of internal displacement](#), March 2019.
- 3 IDMC. [The Ripple Effect: economic impacts of internal displacement. Conceptual Framework](#). 2018.
- 4 IDMC. [Unveiling the cost of internal displacement](#), March 2019.
- 5 DTM. [Burundi — Displacement Dashboard 11 \(November 2017\)](#). 2017.
- 6 UNOCHA. [Burundi: Aperçu des besoins humanitaires 2018](#). 2017.
- 7 DTM. [Burundi — Displacement Dashboard 11 \(November 2017\)](#). 2017.
- 8 UNOCHA. [Burundi: Aperçu des besoins humanitaires 2018](#). 2017.
- 9 UNOCHA. [Cameroun : Plan de réponse d'urgence pour les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest \(mai 2018\)](#). 2018.
- 10 Le pourcentage moyen de travailleurs qui ont perdu leur revenu à cause du déplacement dans les pays subsahariens où nous avons pu l'estimer est de soixante pour cent. Cette valeur est utilisée ci-après dans les pays subsahariens sans information (c'est-à-dire le Cameroun, le Tchad, le Congo, la RDC, l'Éthiopie, le Niger et le Soudan).
- 11 UNOCHA. [Cameroun : Aperçu des besoins humanitaires 2018](#). 2017.
- 12 UNOCHA. [Aperçu des Besoins Humanitaires | Cameroun 2016](#). 2015.
- 13 UNOCHA. [Aperçu des Besoins Humanitaires | Cameroun 2016](#). 2015.
- 14 UNOCHA. [Cameroun - Aperçu des besoins humanitaires 2015](#). 2014.
- 15 IDMC. [Country profile: Central African Republic](#). 2018.
- 16 UNOCHA. [République centrafricaine: Plan de réponse humanitaire Janvier - Décembre 2016 \(mars 2016\)](#). 2016.
- 17 UNOCHA. [République centrafricaine: Plan de réponse humanitaire 2017- 2019 \(Nov 2016\)](#). 2016.
- 18 UNOCHA. [Aperçu des besoins humanitaires 2017](#). 2016.
- 19 Office international des migrations. [Enquête sur les intentions de retour des personnes déplacées internes à Bangui et à Boda en République Centrafricaine, Bangui](#). Septembre 2015.
- 20 DTM. [IDP return intention survey in Bangui](#). Avril 2014;
- 21 DTM. [République Centrafricaine - Enquête sur les intentions de retour \(Mars 2016\)](#). 2016
- 22 IDMC. [Unveiling the cost of internal displacement](#), March 2019.
- 23 Le pourcentage moyen de travailleurs qui ont perdu leur revenu à cause du déplacement dans les pays subsahariens où nous avons pu l'estimer est de soixante pour cent. Cette valeur est utilisée ci-après dans les pays subsahariens sans information (c'est-à-dire le Cameroun, le Tchad, le Congo, la RDC, l'Éthiopie, le Niger et le Soudan).
- 24 UNOCHA. [République démocratique du Congo: Aperçu des besoins humanitaires 2017](#). 2016.
- 25 UNOCHA. [République Démocratique du Congo : 2014 Récapitulatif des besoins humanitaires](#). 2013.
- 26 UNOCHA. [Response plan/appeal snapshot for 2014](#). 2014.
- 27 Le pourcentage moyen de travailleurs qui ont perdu leur revenu à cause du déplacement dans les pays subsahariens où nous avons pu l'estimer est de soixante pour cent. Cette valeur est utilisée ci-après dans les pays subsahariens sans information (c'est-à-dire le Cameroun, le Tchad, le Congo, la RDC, l'Éthiopie, le Niger et le Soudan).
- 28 UNOCHA. [Ethiopia Humanitarian Requirements Document](#). 2017.
- 29 Le pourcentage moyen de travailleurs qui ont perdu leur revenu à cause du déplacement dans les pays subsahariens où nous avons pu l'estimer est de soixante pour cent. Cette valeur est utilisée ci-après dans les pays subsahariens sans information (c'est-à-dire le Cameroun, le Tchad, le Congo, la RDC, l'Éthiopie, le Niger et le Soudan).
- 30 UNOCHA. [Ethiopia Humanitarian Requirements Document](#). 2017.
- 31 UNOCHA. [Ethiopia Humanitarian Requirements Document](#). 2017.
- 32 UNOCHA. [Ethiopia: 2018 Humanitarian and Disaster Resilience Plan - Mid-Year Review](#). 2018.
- 33 UNOCHA. [Mali: Aperçu des besoins humanitaires 2015](#). 2015.
- 34 UNOCHA. [Mali: Appel global 2012](#). 2012.
- 35 UNOCHA. [Mali: Appel global 2012](#). 2012.
- 36 UNOCHA. [Mali: Aperçu des besoins humanitaires 2015](#). 2015.
- 37 UNOCHA. [Niger: 2016 Aperçu des besoins humanitaires](#). 2015.
- 38 UNOCHA. [Niger: 2016 Aperçu des besoins humanitaires](#). 2015.
- 39 UNOCHA. [Niger: 2018 Aperçu des besoins humanitaires](#). 2017.
- 40 UNOCHA. [Niger: 2017 Aperçu des besoins humanitaires](#). 2016.
- 41 UNOCHA. [Niger: 2017 Aperçu des besoins humanitaires](#). 2016.
- 42 UNOCHA. [Niger: 2017 Aperçu des besoins humanitaires](#). 2016.
- 43 UNOCHA. [Niger: 2018 Aperçu des besoins humanitaires](#). 2017.
- 44 Le pourcentage moyen de travailleurs qui ont perdu leur revenu à cause du déplacement dans les pays subsahariens où nous avons pu l'estimer est de soixante pour cent. Cette valeur est utilisée ci-après dans les pays subsahariens sans information (c'est-à-dire le Cameroun, le Tchad, le Congo, la RDC, l'Éthiopie, le Niger et le Soudan).
- 45 UNOCHA. [2017 Humanitarian Needs Overview: Nigeria](#). 2016.
- 46 UNOCHA. [Nigeria: 2018 Humanitarian Needs Overview](#). 2018.
- 47 DTM. [Nigeria — Displacement Report 12 \(October 2016\)](#). 2016.
- 48 UNOCHA. [2016 Humanitarian Needs Overview: Nigeria](#). 2015.
- 49 UNOCHA. [2015 Humanitarian Needs Overview: Nigeria](#). 2014.
- 50 UNOCHA. [2017 Humanitarian Needs Overview: Nigeria](#). 2016.
- 51 UNOCHA. [République du Congo 2017: Plan de réponse humanitaire](#). 2017.
- 52 UNOCHA. [République du Congo 2017: Plan de réponse humanitaire](#). 2017.
- 53 UNOCHA. [Département du Pool: Plan de réponse humanitaire et relèvement](#). 2018.
- 54 UNOCHA. [République du Congo 2017: Plan de réponse humanitaire](#). 2017.
- 55 Le pourcentage moyen de travailleurs qui ont perdu leur revenu à cause du déplacement dans les pays subsahariens où nous avons pu l'estimer est de soixante pour cent. Cette valeur est utilisée ci-après dans les pays subsahariens sans information (c'est-à-dire le Cameroun, le Tchad, le Congo, la RDC, l'Éthiopie, le Niger et le Soudan).
- 56 IDMC. [Country profile: Somalia](#). 2018.
- 57 IDMC. [Unveiling the cost of internal displacement](#), March 2019.
- 58 UNOCHA. [2015 Humanitarian Needs Overview: Sudan](#). 2014.
- 59 Le pourcentage moyen de travailleurs qui ont perdu leur

revenu à cause du déplacement dans les pays subsahariens où nous avons pu l'estimer est de soixante pour cent. Cette valeur est utilisée ci-après dans les pays subsahariens sans information (c'est-à-dire le Cameroun, le Tchad, le Congo, la RDC, l'Éthiopie, le Niger et le Soudan).

- 60 IDMC. [Country profile: South Sudan](#). 2018.
- 61 UNOCHA. [South Sudan: 2018 Humanitarian Response Plan \(HRP\) January - December 2018, December 2017](#). 2017.
- 62 UNOCHA. [South Sudan Humanitarian Response Plan 2015](#). 2015.
- 63 IDMC. [Unveiling the cost of internal displacement](#), March 2019.
- 64 IDMC. [Bridging a data gap: Estimating the cost of internal displacement in sub-Saharan Africa with modelled projections](#), December 2019.
- 65 IDMC. [Bridging a data gap: Estimating the cost of internal displacement in sub-Saharan Africa with modelled projections](#), December 2019.
- 66 IDMC. [Measuring the costs of internal displacement on IDPs and hosts: Case studies in Eswatini, Ethiopia, Kenya and Somalia](#), December 2019.
- 67 IDMC. [Measuring the costs of internal displacement on IDPs and hosts: Case studies in Eswatini, Ethiopia, Kenya and Somalia](#), December 2019.
- 68 IDMC. [Global Displacement Risk Model](#), 2017.
- 69 IDMC et IIASA. [Points of no return: estimating governments' fiscal resilience to internal displacement](#), April 2019.



L'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC) est la principale source d'information et d'analyse sur les déplacements internes à l'échelle mondiale. Depuis 1998, notre rôle est reconnu et approuvé par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'IDMC fait partie du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), organisation humanitaire indépendante et non gouvernementale.

Observatoire des situations de déplacement interne
3 rue de Varembé, 1202 Genève, Suisse
+41 22 552 3600 | info@idmc.ch

 www.internal-displacement.org
 www.facebook.com/InternalDisplacement
 www.twitter.com/IDMC_Geneva